

GROUPE CRIT

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

EXCO PARIS ACE

76-78, rue de Reuilly
75012 Paris

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale de la société

GROUPE CRIT

6 Rue Toulouse Lautrec
75017 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GROUPE CRIT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des actifs incorporels

Voir la note 4.1.1 Immobilisations incorporelles

- **Risque identifié**

Au 31 décembre 2025, la valeur des actifs incorporels s'élève à 338 millions d'euros, représentant 21 % de la valeur totale des actifs.

Les actifs incorporels sont principalement composés de goodwill, de marques et de relations clients, constatés lors des regroupements d'entreprise. Le groupe s'assure, lorsqu'il identifie un indice de perte de valeur et au moins une fois par an, que la valeur comptable de ces actifs n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable, déterminée à partir de projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation. Les principales hypothèses ainsi prises en compte dans l'évaluation de la valeur recouvrable comprennent la progression du chiffre d'affaires et de la rentabilité, le taux de croissance perpétuelle et le taux d'actualisation.

Nous avons considéré que l'évaluation de la valeur recouvrable de ces actifs est un point clé de notre audit en raison de leur caractère significatif dans les comptes du groupe et parce que la détermination de cette valeur nécessite de recourir au jugement de la Direction.

- **Notre réponse**

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance du processus d'élaboration et d'approbation des budgets et des prévisions par la Direction ;
- apprécier le caractère raisonnable des principales estimations retenues, en particulier la cohérence des projections de chiffres d'affaires et de taux de marge par rapport aux performances passées du groupe et au contexte économique des pays dans lequel il opère, la cohérence des taux de croissance retenus avec les analyses de performance du marché, et avec l'appui de nos experts en évaluation, la cohérence des paramètres composant les taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie projetés avec des références externes ;
- examiner les modèles de valorisation et les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable de ces actifs par rapport aux principales hypothèses retenues ;
- vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Charges de personnel et conformité réglementaire

- **Risque identifié**

Les charges de personnel et assimilées représentent la majeure partie des charges opérationnelles du groupe ; elles s'élèvent à 2.961 millions d'euros en 2025, soit 90 % des charges opérationnelles consolidées.

Ces charges couvrent à la fois le personnel permanent et le personnel intérimaire qui fait l'objet de réglementations et d'obligations spécifiques. Ces réglementations diffèrent selon les pays et sont en constante évolution.

Le groupe s'assure du respect de ses obligations réglementaires relatives au personnel, notamment en matière de durée du travail, et veille en permanence au maintien à jour des données réglementaires de paie et à la juste valorisation de éléments de paie et autres charges de personnel.

Nous avons considéré que les charges de personnel et la conformité aux obligations réglementaires relatives au personnel sont un point clé de notre audit en raison de leur caractère significatif dans les comptes du groupe, de la complexité et du caractère changeant de ces réglementations et des conséquences, notamment financières, que le non-respect de ses obligations pourrait avoir pour le groupe.

- **Notre réponse**

Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne du groupe en matière de veille réglementaire et de mise à jour des systèmes calculant la paie des salariés intérimaires et des salariés permanents et vérifié la mise en œuvre effective des contrôles principaux.

Nous avons vérifié, avec le concours de nos experts en droit social et paie, et sur la base d'un échantillon de salariés, l'exactitude des données de paie et du calcul de la paie. Nous avons obtenu, le cas échéant, les chefs de redressement issus des derniers contrôles de paie diligentés par les organismes sociaux et leur traduction comptable éventuelle. Nous avons apprécié le caractère approprié des actions de remédiation éventuelles engagées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Présidente Directrice Générale. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GROUPE CRIT par votre assemblée générale du 14 avril 1997 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 23 juin 2008 pour le cabinet Exco Paris Ace.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 29^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Exco Paris Ace dans la 18^{ème} année, dont respectivement 27 et 18 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Exco Paris Ace

Jérôme MOUZAN

 *Emmanuel Charrier*

Jérôme Mouazan

Emmanuel Charrier

COMPTES CONSOLIDES

A. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Chiffre d'Affaires	3.1 & 3.3	3 372 048	3 124 015
Achats consommés		(37 374)	(37 869)
Charges de personnel et assimilées	3.4	(2 961 003)	(2 726 577)
Autres achats et charges externes	3.5	(228 775)	(204 106)
Dotations nettes aux amortissements	4.1.2	(56 064)	(50 435)
Dotations nettes aux provisions		(3 451)	(5 276)
Autres produits d'exploitation		4 906	1 159
Autres charges d'exploitation		(1 098)	(2 284)
Résultat opérationnel courant	3.2 & 3.3.2	89 190	98 627
Autres charges opérationnelles	3.7	(26 128)	(1 993)
Résultat opérationnel		63 062	96 634
Quote-part de résultat net de sociétés MEE prolongeant l'activité du groupe	4.1.4	3 920	737
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés MEE		66 982	97 370
Produits de trésorerie & équivalents de trésorerie		10 893	16 567
Coût de l'endettement financier brut		(6 693)	(6 994)
Coût de l'endettement financier net		4 200	9 573
Autres produits & charges financières		(6 644)	2 015
Résultat financier	3.8	(2 444)	11 588
Résultat avant impôt		64 538	108 958
Charge d'impôt sur le résultat	3.9	(30 138)	(33 538)
Résultat net		34 400	75 420
- attribuable aux propriétaires de la société mère		31 161	73 011
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		3 239	2 408
Résultat par action des propriétaires de la société (en euros)			
De base et dilué	4.3.2	2,96	6,90

B. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Résultat net	34 400	75 420
Autres éléments recyclables en résultat	(9 182)	7 115
Ecart de conversion	(9 119)	4 731
Juste valeur des instruments financiers	(74)	2 344
Impôt différé sur juste valeur des instruments financiers	12	40
Autres éléments non recyclables en résultat	918	(1 312)
Ecart actuariel sur engagements de retraites	1 224	(1 751)
Impôt différé sur écarts actuariels	(306)	439
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(8 264)	5 803
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	26 136	81 223
- attribuable aux propriétaires de la société mère	22 957	78 842
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	3 179	2 381

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

C. Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
<i>Goodwill</i>		235 285	268 052
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>		102 607	109 641
Total des immobilisations incorporelles	4.1.1	337 892	377 693
Immobilisations corporelles	4.1.2	181 819	177 274
Actifs financiers	4.1.3	37 272	45 241
Participations dans les entreprises associées	4.1.4	9 612	6 215
Impôts différés actif	3.9.3	2 438	1 107
ACTIFS NON COURANTS		569 033	607 530
Stocks		3 319	3 377
Créances clients	4.2.1 & 4.5.1	640 847	645 179
Autres créances	4.2.2 & 4.5.1	74 788	63 192
Actifs d'impôts exigibles	4.5.1	4 250	3 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.4.3 & 4.5.1	296 496	335 101
ACTIFS COURANTS		1 019 701	1 050 621
TOTAL ACTIF		1 588 734	1 658 151

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
<i>Capital</i>	4.3.1	4 050	4 050
<i>Primes & réserves</i>		697 765	738 359
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		701 815	742 409
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	4.3.4	11 764	9 538
CAPITAUX PROPRES		713 579	751 947
Engagements de retraites	3.4.2	26 925	26 576
Emprunts partie non courante	4.4 & 4.5.2	88 298	95 017
Impôts différés passif	3.9.3	2 957	4 673
PASSIFS NON COURANTS		118 181	126 266
Emprunts partie courante	4.4 & 4.5.2	77 100	88 370
Découverts bancaires et assimilés	4.4 & 4.5.2	27 593	40 355
Provisions pour autres passifs	4.6	19 859	23 255
Dettes fournisseurs	4.5.2	61 761	62 597
Dettes fiscales et sociales	4.2.3 & 4.5.2	517 954	510 269
Dettes d'impôts exigibles	4.5.2	3 712	3 416
Autres dettes	4.2.4 & 4.5.2	48 994	51 676
PASSIFS COURANTS		756 974	779 938
TOTAL PASSIF		1 588 734	1 658 151

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

D. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital	Titres auto-détenus	Autres réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2024	4 050	(2 109)	752 650	(818)	753 773	7 736	761 509
Résultat net de l'exercice			73 011		73 011	2 408	75 420
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)		0	5 831	5 831	(28)	5 803
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)		73 011	5 831	78 842	2 381	81 223
Dividendes distribués			(10 538)		(10 538)	(289)	(10 827)
Opérations sur titres auto-détenus		(39 589)			(39 589)		(39 589)
Autres mouvements	(0)		(40 079)	0	(40 079)	(290)	(40 369)
Transactions avec les actionnaires	(0)	(39 589)	(50 617)	0	(90 206)	(578)	(90 785)
Capitaux propres au 31.12.2024	4 050	(41 699)	775 044	5 013	742 409	9 538	751 947
2025							
Capitaux propres au 01.01.2025	4 050	(41 699)	775 044	5 013	742 409	9 538	751 947
Résultat net de l'exercice			31 161		31 161	3 239	34 400
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)		(0)	(8 204)	(8 204)	(60)	(8 264)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)		31 161	(8 204)	22 957	3 179	26 136
Dividendes distribués			(63 222)		(63 222)	(949)	(64 172)
Opérations sur titres auto-détenus		(333)			(333)		(333)
Autres mouvements			5		5	(4)	1
Transactions avec les actionnaires		(333)	(63 218)		(63 550)	(953)	(64 504)
Capitaux propres au 31.12.2025	4 050	(42 031)	742 988	(3 191)	701 815	11 764	713 579

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

E. Tableau des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Résultat net de l'exercice		34 400	75 420
<i>Elimination des charges sans effet de trésorerie</i>			
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(3 920)	(737)
Amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles ⁽¹⁾	4.1.2	82 272	50 435
Variation des provisions		(1 765)	640
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		2 026	(187)
Elimination des résultats de cession d'actifs		(2 098)	(90)
Coût de l'endettement financier net	3.8	(4 200)	(9 573)
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3.9	30 138	33 538
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt (A)		136 855	149 447
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (B)	4.2	(6 020)	3 641
Impôts versés (C)		(33 635)	(34 383)
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE (A+B+C)		97 200	118 705
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4.1.1	(4 944)	(5 763)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4.1.2	(19 766)	(17 300)
Regroupement d'entreprise net de la trésorerie acquise		0	(163 703)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		2 375	342
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		28	0
Autres flux liés aux opérations d'investissements ⁽²⁾	4.1.3	8 357	23 839
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		(13 951)	(162 585)
Dividendes versés		(64 112)	(10 605)
Achat - revente d'actions propres		(333)	(39 589)
Incidence des acquisitions d'intérêts minoritaires (sans prise/perte de contrôle)			(60 169)
Remboursement d'emprunts	4.4.1	(55 242)	(52 276)
Emission d'emprunts	4.4.1	6 826	25 324
Intérêts financiers versés		4 195	9 559
FLUX LIES AUX OPERATIONS FINANCIERES		(108 665)	(127 757)
Incidence de la variation des taux de change		(428)	108
VARIATION DE TRESORERIE		(25 845)	(171 528)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture		294 746	466 275
Variation de trésorerie		(25 845)	(171 528)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture		268 903	294 746
Au bilan			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		296 496	335 101
Découverts bancaires		(27 593)	(40 355)
Trésorerie nette		268 903	294 746

(1) y compris dépréciation du goodwill Travail temporaire Etats-Unis 26,1 M€ (cf. note 2.2)

(2) concerne principalement les cessions nettes de comptes à terme (note 4.1.3)

Variation des éléments financiers non courant avec impact trésorerie hors impact périmètre	7 943	23 839
Dividendes versés des sociétés MEE	414	
Total	8 357	23 839

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Sommaire

1.	Principes et méthodes comptables.....	7
1.1.	Principes généraux et déclaration de conformité.....	7
1.2.	Changements de normes et d'interprétations.....	7
1.2.1.	Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables en 2025.....	7
1.2.2.	Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2025 et non anticipés par le Groupe.....	7
1.3.	Base de préparation des comptes consolidés.....	7
2.	Faits marquants de l'exercice.....	8
2.1.	Changements des secteurs opérationnels.....	8
2.2.	Dépréciation du goodwill de l'UGT Travail Temporaire Etats-Unis.....	8
2.3.	Incertitudes géopolitiques.....	8
3.	Résultat.....	9
3.1.	Chiffre d'affaires.....	9
3.1.1.	Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	9
3.1.2.	Informations sur les obligations de prestations restant à fournir.....	9
3.2.	Indicateurs alternatifs de performance.....	9
3.3.	Information sectorielle et géographique.....	10
3.3.1.	Définition des secteurs opérationnels.....	10
3.3.2.	Information par secteurs opérationnels.....	10
3.3.3.	Information par zones géographiques.....	11
3.4.	Charges de personnel.....	11
3.4.1.	Effectifs moyens.....	11
3.4.2.	Avantages liés au personnel.....	11
3.4.3.	Autres avantages au personnel.....	13
3.5.	Autres achats et charges externes.....	13
3.6.	Impacts de l'application d'IFRS 16 sur le résultat et les flux de trésorerie.....	14
3.7.	Autres produits et charges opérationnelles.....	14
3.8.	Résultat financier.....	14
3.9.	Impôt sur le résultat.....	15
3.9.1.	Charge d'impôt nette.....	15
3.9.2.	Preuve d'impôt.....	15
3.9.3.	Impôts différés par nature.....	16
3.9.4.	Charge d'impôt Pilier 2.....	16
4.	Bilan.....	17
4.1.	Actifs non courants.....	17
4.1.1.	Immobilisations incorporelles.....	17
4.1.2.	Immobilisations corporelles.....	20
4.1.3.	Actifs financiers non courants.....	22
4.1.4.	Participations dans les entreprises associées.....	23
4.2.	Besoin en fonds de roulement.....	24
4.2.1.	Créances clients.....	25
4.2.2.	Autres créances.....	26
4.2.3.	Dettes fiscales et sociales.....	26
4.2.4.	Autres dettes.....	26
4.3.	Capitaux propres et périmètre de consolidation.....	27
4.3.1.	Capital et auto-détention.....	27
4.3.2.	Résultat par action.....	27
4.3.3.	Dividende par action.....	27
4.3.4.	Informations sur les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.....	28
4.4.	Endettement financier.....	28
4.4.1.	Endettement financier net.....	28
4.4.2.	Endettement financier brut.....	30
4.4.2.1.	Nature et échéances.....	30
4.4.2.2.	Principales lignes de dettes.....	31
4.4.3.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	34
4.5.	Information complémentaire sur les instruments financiers.....	34
4.5.1.	Catégories d'actifs financiers.....	34
4.5.2.	Catégories de passifs financiers.....	35
4.6.	Provisions pour autres passifs.....	35
5.	Engagements hors bilan.....	35
5.1.	Engagements hors bilan liés au financement de la société.....	35

5.1.1.	Engagements donnés	35
5.1.2.	Engagements reçus	36
5.2.	Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société.....	36
5.2.1.	Engagements donnés	36
5.2.2.	Engagements reçus	37
6.	Autres informations	37
6.1.	Informations sur les parties liées	37
6.1.1.	Rémunérations des mandataires sociaux	37
6.1.2.	Autres parties liées.....	38
6.2.	Honoraires des commissaires aux comptes	38
6.3.	Evénements post-clôture	38
6.4.	Périmètre de consolidation.....	39

Groupe CRIT (« La Société ») est une société anonyme de droit français cotée au compartiment C Euronext à Paris. Son siège social est situé à Paris 17^{ème}, 6 Rue Toulouse Lautrec.

Le Groupe exerce deux activités distinctes :

- Le Travail temporaire, activité de conseil en ressources humaines et cœur de métier historique du Groupe,
- L'Aéroportuaire, prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire relatives aux passagers, aux avions et au fret.

Le Groupe CRIT n'est détenu par aucune société mère publiant des comptes IFRS disponibles pour le public.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 24 mars 2026. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

1. Principes et méthodes comptables

1.1. Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement délégué (UE) n° 2019/980 de la Commission européenne du 14 mars 2019, les informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe sont fournies pour les deux derniers exercices 2024 et 2025 et sont établies conformément au règlement (CE) n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales IFRS. Au 31 décembre 2025, les états financiers consolidés annuels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne ¹.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2025 sont conformes à ceux retenus pour les états financiers au 31 décembre 2024 à l'exception des évolutions normatives reprises ci-dessous.

1.2. Changements de normes et d'interprétations

1.2.1. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables en 2025

- IAS 21 Absence de convertibilité

Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

1.2.2. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2025 et non anticipés par le Groupe

- Amendement à IAS 21 : Effets des variations des taux de change : Conversion en monnaie de présentation en contexte d'hyperinflation
- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 : Contrats d'achat d'électricité renouvelable
- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 : Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers
- Améliorations annuelles des normes comptables IFRS – Volume 11
- IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers.

La norme IFRS 18 sera applicable à tous les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027 avec une application rétrospective. L'analyse des impacts de cette nouvelle norme sur les indicateurs de performance, la présentation des états financiers consolidés et les systèmes d'information comptable du Groupe est en cours.

Les analyses des incidences de l'application des autres normes et amendements sont en cours mais le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs et n'appliquera pas ces amendements par anticipation.

1.3. Base de préparation des comptes consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros et préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers qui sont comptabilisés conformément au traitement des différentes catégories d'actifs et de passifs financiers définis par la norme IFRS 9.

¹ Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02002R1606-20080410>

L'établissement des comptes consolidés conformément au référentiel IFRS nécessite la prise en compte par la Direction, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur de certains éléments du bilan ou du compte de résultat ainsi que sur les informations données dans les notes annexes.

Ces estimations, hypothèses et appréciations sont établies sur la base des conditions existantes à la date d'arrêté des comptes et peuvent se révéler postérieurement différentes de la réalité.

Les estimations comptables et les jugements les plus significatifs concernent les domaines suivants :

- la valorisation des engagements sociaux (note 3.4.2),
- la valorisation des actifs incorporels et la dépréciation d'actifs non financiers (note 4.1.1),
- l'évaluation des droits d'utilisation selon IFRS 16 (note 4.1.2),
- l'évaluation des provisions pour autres passifs consistant à estimer les dépenses nécessaires à l'extinction de l'obligation (note 4.6),
- la détermination des impôts différés et en particulier l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs.

L'analyse des facteurs de risques ne révèle pas de risques climatiques significatifs pour le Groupe. Dans l'activité de Travail temporaire (86,7% de l'activité du groupe), avec un réseau maillant un territoire et une base de clients représentative de l'économie de ce territoire dans son ensemble, l'impact du changement climatique sur le Groupe n'intervient que de façon indirecte à travers l'impact qu'il a sur ses clients. De ce fait, la diversification territoriale et géographique de ses activités lui permet de diluer l'impact du changement climatique.

2. Faits marquants de l'exercice

2.1. Changements des secteurs opérationnels

À la suite de l'acquisition d'OPENJOBMETIS, le management du Groupe a souhaité faire évoluer l'organisation de son reporting et faciliter la lecture de son information sectorielle. Le suivi de l'activité et le reporting interne sont désormais structurés autour de deux secteurs d'activité distincts :

- L'activité « Travail temporaire », activité de conseil en ressources humaines et cœur de métier historique du Groupe, inclut le recrutement ainsi que désormais les autres activités de délégation de personnel qualifié (conseil en ingénierie, maintenance industrielle, formation...).
- L'activité « Aéroportuaire » inclut les prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire relatives aux passagers, aux avions, et au fret.

Ces deux secteurs correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel. Aucun regroupement n'a été effectué.

La répartition des goodwill par secteurs n'est pas affectée par ce changement.

Les indicateurs de performance n'ont pas été modifiés (chiffre d'affaires, EBITDA, endettement financier net...).

2.2. Dépréciation du goodwill de l'UGT Travail Temporaire Etats-Unis

Aux Etats-Unis, avec une population active en hausse régulière depuis la fin du Covid, le recours au travail temporaire aux Etats-Unis, après une période de forte hausse, a connu un repli assez significatif : le taux de recours (défini comme le ratio ETP TT/Population active) qui s'établissait à 1,95% au 4^{ème} trimestre 2019 est passé à 2,05% au 2^{ème} semestre 2022 pour revenir au 4^{ème} trimestre 2025 à un niveau de 1,55% soit une baisse d'un quart.

Les activités américaines du Groupe ont logiquement souffert de cette tendance tout en limitant la baisse de leur chiffre d'affaires à 14% depuis 2022 dans un marché en baisse de 26% (données SIA – Staffing Industry Analysis).

Dans un tel contexte, après trois années de performance décevante et tout en restant confiant dans le potentiel de rebond du marché US, le Groupe a pris la décision d'appliquer une politique de prudence sur ses hypothèses de croissance et de rentabilité, et a ainsi comptabilisé une dépréciation de 26,1 M€ du goodwill Travail temporaire Etats-Unis.

2.3. Incertitudes géopolitiques

Si les développements géopolitiques en Europe de l'Est et au Proche-Orient n'ont pas d'impact direct sur les activités du Groupe, celui-ci n'y étant pas implanté, les répercussions de ces conflits sont importantes au travers de l'évolution de l'inflation, des taux d'intérêt et du coût des matières premières et de l'énergie.

Sur l'activité de Travail temporaire, celle-ci étant représentative de l'économie française dans son ensemble et lui étant intimement corrélée, l'impact des événements géopolitiques est comparable à son impact sur l'ensemble de l'économie française modulo le risque propre à l'activité.

Sur l'activité aéroportuaire, l'impact est principalement lié à l'élasticité prix de la demande sur les longs courriers dont le coût est fortement impacté par le déroutement des avions et le renchérissement du kérosène.

Le Groupe reste vigilant sur l'évolution du contexte géopolitique, macroéconomique ainsi que sur les discussions en cours relatives aux évolutions potentielles des droits de douane sans toutefois être en mesure d'évaluer précisément les conséquences à moyen terme de ces instabilités régionales et de ces incertitudes politiques sur ses activités.

3. Résultat

3.1. Chiffre d'affaires

3.1.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu en continu lorsque le Groupe remplit son obligation de performance, ce qui correspond au moment où le service est rendu au client, pour un montant qui reflète la contrepartie attendue en échange du service rendu. Le chiffre d'affaires est reconnu net de taxes.

Le Travail temporaire représente la majorité de l'activité du Groupe CRIT. Concernant cette activité, les contrats conclus avec les clients sont peu complexes et ne comprennent qu'une seule obligation de performance qui est le service de mise à disposition temporaire d'un salarié.

Il en va de même pour l'activité aéroportuaire dont les contrats comprennent une seule obligation de performance qui consiste à délivrer un service d'assistance aux passagers et/ou d'assistance aux aéronefs au sol.

3.1.2. Informations sur les obligations de prestations restant à fournir

Le Groupe CRIT ne fournit pas cette information car il applique la mesure de simplification prévue par la norme. En effet, les deux activités principales du Groupe (mise à disposition de personnel intérimaire et services aéroportuaires) remplissent l'une des deux conditions prévues, à savoir :

- l'obligation de prestation est relative à un contrat dont la durée initiale attendue ne dépasse pas un an,
- le chiffre d'affaires est comptabilisé à hauteur des prestations rendues.

Pour les autres activités du Groupe notamment d'ingénierie, les montants sont non significatifs.

3.2. Indicateurs alternatifs de performance

Dans le cadre de son reporting interne et de sa communication financière, le Groupe utilise comme indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :

- l'EBITDA qui correspond au résultat opérationnel courant avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements,
- la croissance organique du chiffre d'affaires qui représente la croissance à taux de change et périmètre constants.

L'impact de change est calculé en appliquant aux chiffres d'affaires en devises de l'année courante les taux de conversion de l'année antérieure.

Les impacts de périmètre sont calculés en retraitant le chiffre d'affaires :

- d'une part de la contribution des entités acquises dans l'année et de celle des entités acquises l'exercice précédent jusqu'à la date anniversaire de l'acquisition,
- d'autre part, pour les entités cédées dans l'année, de la contribution de chiffre d'affaires des mois de l'exercice antérieur pour lesquels les entités ne sont plus consolidées en N et pour les entités cédées en N-1 de la contribution de chiffre d'affaires de l'exercice antérieur jusqu'à la date de cession,
- la croissance organique CJO (corrigée des jours ouvrés) du chiffre d'affaires qui correspond à la croissance organique à nombre de jours ouvrés constants,
- l'endettement financier net dont la définition est donnée en note 4.4.1.

A côté du résultat opérationnel, qui représente l'ensemble des produits et des charges ne résultant pas des activités de financement, des entreprises associées et de l'impôt sur le résultat, le Groupe présente :

- un résultat opérationnel courant qui correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments non récurrents,
- après le résultat opérationnel, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence (MEE) qui ont une nature opérationnelle dans le prolongement de l'activité du groupe,
- et un résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises MEE.

3.3. Information sectorielle et géographique

3.3.1. Définition des secteurs opérationnels

Le Groupe CRIT intervient dans deux métiers :

- Le Travail temporaire, activité de conseil en ressources humaines et cœur de métier historique du Groupe, qui inclut le recrutement et les autres activités de délégation de personnel qualifié (conseil en ingénierie, maintenance industrielle, formation...),
- L'Assistance « Aéroportuaire » inclut les prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire relatives aux passagers, aux avions et au fret.

Ces différents types de prestations de services aux entreprises ont chacun leur marché et type de clientèle, leur méthode de distribution et leur environnement réglementaire. Ils constituent la base de l'organisation du reporting interne.

Le principal décideur opérationnel est la Présidente Directrice Générale de Groupe Crit assistée d'une part des directeurs des fonctions centrales du groupe et d'autre part des directeurs des secteurs concernés. Elle évalue la performance des secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires en fonction des besoins et des indicateurs de performance (chiffre d'affaires, EBITDA ...).

Sur ces bases, les secteurs opérationnels suivis par le management sont les suivants :

- Le Travail temporaire
- L'Aéroportuaire.

3.3.2. Information par secteurs opérationnels

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires, de l'EBITDA, des dotations aux amortissements et du résultat opérationnel courant est présentée telle qu'elle est suivie par le principal décideur opérationnel.

Les actifs et passifs non affectés correspondent aux actifs et passifs relatifs au financement et à l'impôt sur le résultat.

En milliers d'euros	Travail temporaire	Assistance aéroportuaire	Inter-secteurs	Non affecté	Total
Chiffre d'affaires					
31.12.2025	2 924 282	462 729	(14 962)		3 372 048
31.12.2024	2 692 022	444 875	(12 882)		3 124 015
EBITDA					
31.12.2025	105 521	39 733	0		145 254
31.12.2024	107 648	41 414			149 062
Dotations aux amortissements					
31.12.2025	(35 460)	(20 605)	0		(56 064)
31.12.2024	(30 971)	(19 464)			(50 435)
Résultat opérationnel courant					
31.12.2025	70 062	19 128	0		89 190
31.12.2024	76 677	21 950			98 627
Quote-part de résultat net de sociétés MEE prolongeant l'activité du groupe					
31.12.2025	78	3 842	0		3 920
31.12.2024	181	555			737
Données bilancielle					
Actifs au 31.12.2025	1 088 617	196 932		303 544	1 589 093
<i>dont Créances clients nettes</i>	569 978	70 869			640 847
Passifs au 31.12.2025	557 885	117 625		200 004	875 514
Actifs au 31.12.2024	1 137 067	181 103		339 981	1 658 151
<i>dont Créances clients nettes</i>	578 883	66 295			645 179
Passifs au 31.12.2024	560 789	113 584		231 831	906 204

3.3.3. Information par zones géographiques

En milliers d'euros	France	Italie	Etats-Unis	Royaume-Uni	Espagne/ Portugal	Suisse	Afrique	Autres	Total
Chiffre d'affaires									
31.12.2025	1 854 778	826 466	214 727	77 702	154 541	140 271	72 989	30 574	3 372 048
31.12.2024	1 890 716	559 167	231 442	73 666	141 377	130 134	67 665	29 848	3 124 015
Actifs non courants									
31.12.2025	267 680	206 681	48 487	7 009	2 662	12 919	14 866	8 729	569 033
31.12.2024	265 916	208 689	84 168	6 894	2 480	19 203	10 839	9 341	607 530

3.4. Charges de personnel

Les charges de personnel sont constituées des éléments suivants :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Salaires et traitements	(2 269 678)	(2 113 211)
Charges sociales et fiscales	(691 325)	(613 367)
TOTAL	(2 961 003)	(2 726 577)

3.4.1. Effectifs moyens

La répartition par métier de l'effectif moyen du Groupe pour les sociétés intégrées globalement à la clôture est la suivante :

Effectif moyen du Groupe	31.12.2025	31.12.2024
Salariés permanents		
Travail temporaire	5 811	5 582
Aéroportuaire	5 944	5 862
TOTAL	11 755	11 444
Salariés intérimaires détachés en mission par le Groupe	64 413	62 106
TOTAL GENERAL	76 168	73 550

La moyenne de l'effectif permanent (Contrats à durée indéterminée et déterminée) correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'année civile.

Les effectifs intérimaires sont fournis en « Equivalents temps plein ».

3.4.2. Avantages liés au personnel

Différents régimes de retraites à cotisations définies et à prestations définies sont accordés aux salariés du Groupe.

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies sont caractérisés par des versements libérant l'employeur de toute obligation ultérieure à des organismes indépendants. Ces derniers se chargent de verser au salarié les montants qui lui sont dus. Ils sont déterminés à partir des cotisations versées majorées du rendement de leur placement. Les paiements effectués par le Groupe sont constatés dans le compte de résultat en charge de la période à laquelle ils se rapportent. Aucune obligation supplémentaire n'existe et aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe.

Le montant versé au titre des régimes à cotisations définies (part patronale) s'élève pour l'ensemble des salariés (permanents et intérimaires) sur l'exercice 2025 à 370,8 M€ (dont 182,6 M€ pour les filiales italiennes) contre 306,9 M€ (dont 116,9 M€ pour les filiales italiennes) en 2024.

Régimes à prestations définies

Ces derniers concernent exclusivement les indemnités de départ à la retraite et des médailles du travail prévues par les conventions collectives et les accords d'entreprise en France et en Afrique dans l'Aéroportuaire, aucun autre avantage social à long terme ou postérieur à l'emploi n'ayant été octroyé aux salariés.

L'engagement lié à ces régimes fait l'objet d'une évaluation annuelle par un actuair e indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période d'emploi confère une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Ces estimations tiennent compte notamment d'hypothèses d'espérance de vie, de rotation des effectifs, d'évolution des salaires et d'une actualisation des sommes à verser.

Les principales hypothèses actuarielles retenues en 2025 pour évaluer la valeur totale de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- départ volontaire à l'initiative du salarié dès l'atteinte du taux plein de la Sécurité Sociale
- âge de départ à la retraite fixé individu par individu, en fonction du nombre de trimestres requis pour une retraite à taux plein de la Sécurité Sociale, comptés à partir de la date de début d'activité professionnelle
- taux de turnover individualisé par secteur d'activité et âge
- table de mortalité INSEE 2022-2024 sexe masculin et sexe féminin pour les sociétés françaises et PM-PF 60-64 pour les filiales africaines
- actualisation à partir de 2025 par recours à une courbe de taux permettant d'affiner le calcul de l'engagement en appliquant un taux différent en fonction des conditions de marché. Jusqu'en 2024, utilisation d'un taux d'actualisation fixé par référence au taux iBoxx Corporate AA 10+ à la date de clôture, taux de rendement des obligations du secteur privé de grande qualité en euros de 10 ans et plus, cette maturité avoisinant la durée résiduelle d'activité des salariés du Groupe.
- taux de revalorisation des salaires détaillé ci-dessous

	2025	2024
Taux de revalorisation des salaires		
Travail temporaire	2,0%	2,0%
Aéroportuaire France	2,0%	2,0%
Aéroportuaire Congo	4,5%	4,5%
Aéroportuaire Afrique autres	3,0%	3,0%
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	3,85%	3,25%

(1) en 2025 taux moyen issu de la courbe de taux et 2024 taux iBoxx Corporate AA 10+

En l'absence d'actifs couvrant les engagements, la provision comptabilisée est égale à la valeur actuelle de l'engagement.

La provision au bilan a évolué de la manière suivante au cours des deux exercices présentés :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Obligation au début de la période	26 576	22 606
Coût des services rendus au cours de la période	1 921	2 072
Charge d'intérêts	785	735
Cotisations de l'employeur	(613)	(670)
Réductions / Cessations	(461)	(418)
Coût des services passés		(820)
Impact résultat de l'exercice	1 631	897
Ecarts actuariels découlant de changements d'hypothèses démographiques	179	(104)
Ecarts actuariels découlant de changements d'hypothèses financières	(1 686)	1 627
Ecarts actuariels liés à l'expérience	226	227
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1 281)	1 751
Effets des regroupements et des cessions d'entreprise		1 322
Obligation à la fin de la période	26 925	26 576
Dont France	23 836	23 432
Dont Italie	1 323	1 365
Dont Afrique	1 766	1 779

Les principales sensibilités du calcul de cet engagement social aux hypothèses fixées sont les suivantes :

- avec une baisse des taux d'actualisation de 0,5 %, l'engagement serait de 28,3 M€ contre 25,6 M€ avec une hausse des taux d'actualisation,
- une baisse du taux de turnover de 1% ferait passer l'engagement à 29,9 M€,
- tandis qu'avec une augmentation additionnelle du taux de revalorisation des salaires de 1%, il s'élèverait à 29,8 M€.

Les cotisations suivantes sont attendues au cours des prochains exercices :

En milliers d'euros	2025	2024
N+1	869	712
N+2 à N+5	3 409	2 771
N+6 à N+10	7 259	6 370
Total cotisations attendues de N+1 à N+10	11 537	9 853

3.4.3. Autres avantages au personnel

Les autres avantages du personnel sont non significatifs. Aucun plan de rémunération fondé sur des actions n'est notamment mis en place par le Groupe.

3.5. Autres achats et charges externes

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Sous-traitance générale	(86 229)	(75 938)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires hors CAC	(24 399)	(20 733)
Locations et charges locatives	(28 337)	(25 817)
Entretien et réparations	(21 604)	(21 143)
Personnel extérieur à l'entreprise	(19 816)	(19 713)
Déplacements, missions et réceptions	(12 820)	(10 230)
Frais postaux et de télécom.	(7 771)	(7 347)
Primes d'assurance	(6 795)	(5 219)
Pub, publication, relations publiques	(6 366)	(5 042)
Divers documentation, séminaires	(1 650)	(1 825)
Honoraires com. aux comptes	(1 733)	(1 407)
Services bancaires et assimilés	(1 391)	(1 266)
Autres charges externes	(9 864)	(8 427)
TOTAL	(228 775)	(204 106)

Les locations et charges locatives correspondent principalement aux locations de courte durée et aux charges locatives.

3.6. Impacts de l'application d'IFRS 16 sur le résultat et les flux de trésorerie

En milliers d'euros	Année 2024				Année 2025				
	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total	
Compte de résultat	Annulation des loyers (Impact sur EBITDA)	28 229	1 908	3 299	33 435	28 490	538	5 880	34 908
	Dotations aux amortissements	(23 312)	(2 331)	(3 529)	(29 172)	(26 577)	(1 747)	(4 112)	(32 436)
	Sortie anticipée des contrats (Impact sur EBITDA)	155	0	0	155	1 157	0	0	1 157
	Impact sur résultat opérationnel courant	5 072	(423)	(230)	4 419	3 070	(1 209)	1 768	3 629
	Charges d'intérêt sur les passifs locatifs	(2 451)	(21)	(198)	(2 670)	(2 298)	(1)	(343)	(2 642)
Impact sur résultat courant	2 621	(443)	(429)	1 749	772	(1 210)	1 425	987	
Compte de résultat	(1) Impact EBITDA par secteurs opérationnels								
	Travail Temporaire				22 058			25 278	
	Aéroportuaire				11 533			10 787	
	Impact EBITDA total				33 590			36 065	
Flux de trésorerie	Résultat net				1 337			732	
	Dotations aux amortissements				29 172			32 436	
	Elimination des résultats de cession d'actif				(155)			(1 157)	
	Coût de l'endettement financier net				2 670			2 642	
	Charge d'impôt				452			255	
	Flux de trésorerie généré par l'activité				33 475			34 908	
	Encaissements liés aux opérations d'investissements				155			1 157	
	Flux liés aux opérations d'investissements				155			1 157	
Remboursement des passifs locatifs				(30 960)			(33 423)		
Intérêts financiers versés				(2 670)			(2 642)		
Flux liés aux opérations financières				(33 630)			(36 065)		

3.7. Autres produits et charges opérationnelles

Les autres produits et charges opérationnelles correspondent aux produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les autres charges opérationnelles correspondent en 2025 à la dépréciation du goodwill des Etats-Unis pour 26,1 M€ (cf. note 2.2) et en 2024 aux honoraires des intermédiaires liés à l'acquisition d'OPENJOBMETIS.

3.8. Résultat financier

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	10 893	16 567
Frais financiers sur emprunts et découverts bancaires	(2 242)	(2 644)
Autres charges financières	(4 451)	(4 350)
Coût de l'endettement financier brut	(6 693)	(6 994)
Coût de l'endettement financier net	4 200	9 573
Résultat de change	(6 644)	2 015
Résultat financier	(2 444)	11 588

Le résultat financier 2025 est constitué du coût de l'endettement financier net de 4,2 M€ et du résultat de change de - 6,6 M€.

Le coût de l'endettement financier net regroupe :

- des revenus de placements de 10,9 M€
- nets du coût de l'endettement financier brut de 6,7 M€ dont le coût des lignes financières essentiellement italiennes (2,3 M€) et les charges d'intérêt sur les passifs locatifs (2,6 M€).

3.9. Impôt sur le résultat

Le Groupe estime que la CVAE calculée à partir de la valeur ajoutée, différence entre des produits et des charges, est un impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12. Cette position que le Groupe a adoptée permet de présenter des résultats cohérents avec ceux des principaux acteurs du marché de l'Intérim qui ont également opté pour ce traitement.

3.9.1. Charge d'impôt nette

En milliers d'euros	31.12.2025	%	31.12.2024	%
Impôt courant	(33 419)		(33 030)	
Impôt différé	3 281		(508)	
Charge d'impôt nette	(30 138)	100,0%	(33 538)	100,0%
France	(20 541)	68,2%	(25 276)	75,4%
Etranger	(9 597)	31,8%	(8 262)	24,6%

3.9.2. Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt théorique ressortant du taux d'imposition moyen et le montant réel de l'impôt sur les résultats se présente comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2025		31.12.2024	
	Montant	%	Montant	%
Résultat avant impôt	64 538		108 958	
Quote-part de résultat des SME et dépréciation goodwill	22 208		(737)	
Résultat avant impôt et quote-part de résultat des SME	86 746		108 221	
Taux d'impôt en France	25,8%	25,8%	25,8%	25,8%
Impôt théorique	22 402	25,8%	27 948	25,8%
Incidences :				
. CVAE nette d'impôt	3 507	4,0%	3 576	3,3%
. Utilisation des pertes fiscales non reconnues ou exonération	(598)	(0,7%)	(126)	(0,1%)
. Autres différences permanentes	1 244	1,4%	3 408	3,1%
. Crédits d'impôts	(459)	(0,5%)	(408)	(0,4%)
. Retenue à la source	230	0,3%	158	0,1%
. Pertes fiscales non reconnues	27	0,0%	94	0,1%
. Différentiel de taux des pays étrangers	872	1,0%	(956)	(0,9%)
. Contribution exceptionnelle	2 814	3,2%		0,0%
. Autres	98	0,1%	(156)	(0,1%)
Total des incidences	7 736	8,9%	5 590	5,2%
Charge d'impôt du groupe	30 138	34,7%	33 538	31,0%
<i>IS au taux normal</i>	22 596	26,0%	28 717	26,5%
<i>Contribution exceptionnelle</i>	2 814	3,2%		0,0%
CVAE	4 727	5,4%	4 821	4,5%

3.9.3. Impôts différés par nature

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de la période durant laquelle les actifs deviennent ou restent récupérables. La variation nette des impôts différés durant l'exercice, avant compensation par entité fiscale est détaillée ci-après :

En milliers d'euros	Impôts différés actifs sur engagements sociaux	Impôts différés passifs sur contrats de location	Impôts différés passifs sur swap	Impôts différés passif sur réévaluation des actifs incorporels OJM	Impôts différés actif sur économie fiscale future OJM	Impôts différés sur autres décalages temporaires	Total
Valeur brute au 1er janvier 2024	5 480	(5 581)	(60)			551	390
Ecart de conversion						(72)	(72)
Entrée de périmètre				(24 570)	20 715		(3 854)
Impact sur le résultat	184	(363)		1 092	(442)	(978)	(508)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	439		40				479
Valeur à la clôture de l'exercice 2024	6 103	(5 944)	(20)	(23 478)	20 273	(500)	(3 566)
Valeur brute au 1er janvier 2025	6 103	(5 944)	(20)	(23 478)	20 273	(500)	(3 566)
Ecart de conversion						60	61
Impact sur le résultat	442	(260)		1 638	(55)	1 515	3 281
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(306)		12				(295)
Valeur à la clôture de l'exercice 2025	6 238	(6 204)	(8)	(21 840)	20 219	1 075	(520)
Impôt différé actif après compensation							2 438
Impôt différé passif après compensation							(2 957)

Les impôts différés ont été compensés par juridiction fiscale conformément à IAS 12.

En 2024, l'entrée de périmètre est relative à l'intégration d'OPENJOBMETIS et correspond :

- aux impôts différés passifs constatés sur les relations clients et la marque acquise soit 24,6 M€
- net d'un impôt différé actif de 20,7 M€ constaté en social en 2020 dans le cadre de l'Article 110 du Décret-loi 104/2020 autorisant la réévaluation fiscale de certaines immobilisations et qui a pour conséquence de constater un actif représentatif de l'économie future d'impôt à dégager sur un total de 18 ans.

Le montant des reports déficitaires non activés s'élève à la clôture à 1,4 M€ contre 7,2 M€ au 31 décembre 2024.

3.9.4. Charge d'impôt Pilier 2

Les conséquences de la réglementation Pilier II ont été prises en compte dans le calcul de la charge d'impôt de l'année et n'ont pas d'incidence significative.

4. Bilan

4.1. Actifs non courants

4.1.1. Immobilisations incorporelles

A l'occasion de la première consolidation des filiales du Groupe, il est procédé dans un délai n'excédant pas un an à l'évaluation de la quote-part du Groupe dans l'ensemble des actifs et passifs acquis identifiables. L'écart entre cette quote-part acquise et le coût d'acquisition constitue le goodwill.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

- les relations clients, les marques, les accords de non-concurrence acquis dans le cadre des regroupements d'entreprise,
- les logiciels achetés ou développés en interne,
- les droits au bail.

Les relations clients, marques et accords de non-concurrence acquis dans le cadre des regroupements d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. Ces éléments sont éventuellement ajustés dans les douze mois suivant l'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation estimées retenues sont les suivantes :

Nature	Durée d'utilisation estimée
Relations clients	5 à 15 ans
Marques à durée vie définie	8 à 15 ans
Accords de non-concurrence	3 à 5 ans
Logiciels	1 à 5 ans

	En milliers d'euros	Ouverture	Entrée de périmètre	Acquisitions	Dotations	Impairment	Ecart de conversion	Autres	Clôture	Durée résiduelle
2024	Goodwill	166 759	97 286	0	0	0	4 007	0	268 052	-
	Marques à durée de vie indéfinie	9 683			0	0	616		10 299	-
	Marques à durée de vie définie	264	15 444		(946)	0	6		14 768	14,3 ans
	Relations clients	11 283	72 620		(7 016)	0	30	0	76 917	13,2 ans
	Autres incorporels acquis	21 230	88 064	0	(7 962)	0	652	0	101 984	
	Logiciels	1 834	245	3 313	(1 574)	0	114	893	4 823	
	Autres	481	1 021	2 451	(143)	0	(27)	(948)	2 834	
Total immobilisations incorporelles	190 303	186 615	5 763	(9 679)	0	4 746	(56)	377 693		
2025	Goodwill	268 052	0	0	0	(26 128)	(6 635)	(4)	235 285	-
	Marques à durée de vie indéfinie	10 299			0	0	(1 193)		9 106	-
	Marques à durée de vie définie	14 768	0		(1 039)	0	(1)		13 728	13,3 ans
	Relations clients	76 917	0		(7 386)	0	(5)		69 526	12,5 ans
	Autres incorporels acquis	101 984	0	0	(8 425)	0	(1 198)	0	92 360	
	Logiciels	4 823	0	237	(2 042)	0	(244)	905	3 680	
	Autres	2 834	0	4 707	(92)	0	53	(935)	6 567	
Total immobilisations incorporelles	377 693	0	4 944	(10 559)	(26 128)	(8 024)	(34)	337 892		

Les UGT du Groupe sont déterminées sur la base des secteurs opérationnels : Travail temporaire et Aéroportuaire. Compte tenu de l'internationalisation du secteur du Travail temporaire, le Groupe a identifié au sein de cette activité, cinq UGT distinctes par zones géographiques :

- UGT Travail temporaire France et autres pays,
- UGT Travail temporaire Italie,
- UGT Travail temporaire Etats-Unis,
- UGT Travail temporaire Espagne,
- UGT Travail temporaire Suisse.

La valeur des goodwill par UGT est la suivante :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Travail temporaire	231 490	264 258
France et autres	91 906	91 911
Italie	97 286	97 286
Etats-Unis	34 265	67 029
Suisse	8 032	8 032
Aéroportuaire	3 795	3 794
TOTAL	235 285	268 052

La baisse du goodwill par rapport au 31 décembre 2024 est due à :

- la dépréciation du goodwill des entités américaines pour 26,1 M€ (cf. note 2.2),
- et l'écart de conversion sur les goodwill des entités américaines (6,8 M€).

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur internes ou externes, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et celles non encore mises en service.

Afin de tester leur valeur, les actifs auxquels il est impossible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie, UGT, à laquelle ils appartiennent.

La valeur d'utilité de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de plans d'affaires à 5 ans élaborés par le management de l'entité concernée,
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital utilisé prenant en compte un ratio d'endettement cible, un coût de la dette financière pour le Groupe, un taux sans risque, une prime de risque action et un bêta sur la base des données historiques,
- la valeur terminale est calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui intègrent une rente perpétuelle calculée sur le flux de la dernière année et avec une croissance dont le montant diffère selon les UGT. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable ainsi déterminée à partir de la valeur d'utilité de l'UGT est ensuite comparée à la valeur comptable de l'UGT. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT, et est imputée en priorité aux goodwill.

Les pertes de valeur peuvent en cas de modification de ces estimations être reprises, à l'exception de celles concernant les goodwill qui sont irréversibles.

Les hypothèses retenues pour le taux d'actualisation et de croissance perpétuelle sont les suivantes :

	31.12.2025	31.12.2024
Taux d'actualisation		
Travail temporaire France et autres	8,7%	8,9%
Travail temporaire Italie	8,0%	8,1%
Travail temporaire Etats-Unis	8,8%	9,3%
Travail temporaire Suisse	5,6%	6,3%
Aéroportuaire	8,7%	8,9%
Taux de croissance perpétuelle hors Etats-Unis	2,0%	2,0%
Taux de croissance perpétuelle Etats-Unis	2,4%	2,0%

Comme précisé dans la note 1.3, l'importance et la probabilité d'occurrence des risques liés au changement climatique n'ont pas conduit à identifier d'impact significatif susceptible de nécessiter une dépréciation des actifs des UGT du Groupe.

Les marques à durée de vie indéfinie concernent uniquement la marque PeopleLink (10,7 MUSD) rattachée à l'UGT Travail temporaire Etats-Unis. La valeur de cette marque ne générant pas de cash-flow indépendant est testée pour dépréciation au niveau de l'UGT à laquelle elle se rapporte par intégration de sa valeur dans les actifs incorporels de l'UGT. Par ailleurs, aucune modification des conditions d'exploitation pouvant justifier que sa durée d'utilité devienne finie, n'existe à la clôture.

Les autres incorporels acquis sont amortis sur leur durée d'utilité.

Goodwill Travail temporaire France et autres (Goodwill de 91,9 M€ ; EBITDA de 59,1 M€ en 2025 et 67,8 M€ en 2024)

Hypothèses de calcul

Pour l'UGT Travail temporaire France et autres, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test

Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire France.

Sensibilité du test

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire France et autres.

Goodwill Travail temporaire Italie (Goodwill de 97,3 M€ ; EBITDA de 34,9 M€ en 2025 et EBITDA de 22,8 M€ en 2024 pour 8 mois)

Hypothèses de calcul

Pour l'UGT Travail temporaire Italie, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test

Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire Italie.

Sensibilité du test

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire Italie.

Goodwill Travail temporaire Etats-Unis (Goodwill de 34,3 M€ ; EBITDA de 1,8 M€ en 2025 et 6,5 M€ en 2024)

Hypothèses de calcul

Pour l'UGT Travail temporaire Etats-Unis, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) revues par rapport au process budgétaire (cf. note 2.2). Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2,4%.

Résultat du test

Comme indiqué en note 2.2, le groupe a revu ses hypothèses de croissance et de rentabilité, ce qui a conduit à une dépréciation de 26,1 M€ du goodwill de l'UGT Travail temporaire Etats-Unis.

Sensibilité du test

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point conduirait à une dépréciation supplémentaire du goodwill de 10,5 M€.

Une baisse du chiffre d'affaires de 1% par rapport aux hypothèses du plan conduirait à une dépréciation complémentaire du goodwill de 1,7 M€ tandis qu'une baisse de la marge d'EBITDA de 50 BP conduirait à une dépréciation complémentaire du goodwill de 11,1 M€.

Goodwill Travail temporaire Suisse (Goodwill de 8 M€ ; EBITDA de 1,4 M€ en 2025 et 3,3 M€ en 2024)

Hypothèses de calcul

Pour l'UGT Travail temporaire Suisse, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test

Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire Suisse.

Sensibilité du test

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire Suisse.

Goodwill UGT Aéroportuaire (Goodwill de 3,8 M€ ; EBITDA de 39,7 M€ en 2025 et 41,4 M€ en 2024)

Hypothèses de calcul

Pour l'UGT Aéroportuaire, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test

Ces travaux n'ont pas mis en évidence la nécessité de déprécier le goodwill de l'UGT Aéroportuaire.

Sensibilité du test

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill Aéroportuaire.

4.1.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », le Groupe a choisi le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation estimées retenues sont les suivantes :

Nature	Durée d'utilisation estimée
Constructions	40 ans
Agencements et aménagements	3 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

En milliers d'euros	Année 2024					Année 2025				
	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total
Au 1er janvier										
Valeur brute comptable	1 044	205 182	128 925	70 883	406 034	1 044	248 332	140 684	87 209	477 269
Amortissements et dépréciations	0	(91 915)	(104 130)	(50 701)	(246 746)	0	(125 495)	(111 541)	(62 959)	(299 995)
Valeur nette comptable au 1er janvier	1 044	113 267	24 795	20 181	159 288	1 044	122 837	29 143	24 250	177 274
Variation de l'année	0	9 570	4 347	4 069	17 986	0	(254)	2 431	2 369	4 545
Variation de périmètre	0	16 939	227	2 964	20 130	0	0	0	0	0
Acquisitions	0	16 235	11 531	10 290	38 056	0	27 588	11 335	12 752	51 675
Cession	0	(10)	11	(172)	(171)	0	0	(204)	(257)	(461)
Différences de conversion	0	345	313	80	738	0	(603)	(415)	(146)	(1 164)
Reclassements	0	0	46	(58)	(12)	0	(30)	56	(26)	0
Dotations aux amortissements	0	(23 940)	(7 781)	(9 035)	(40 756)	0	(27 209)	(8 341)	(9 955)	(45 505)
Valeur brute comptable	1 044	248 332	140 684	87 209	477 269	1 044	268 305	146 423	96 432	512 204
Amortissements et dépréciations	0	(125 495)	(111 541)	(62 959)	(299 995)	0	(145 722)	(114 849)	(69 813)	(330 384)
Valeur nette comptable à la clôture	1 044	122 837	29 143	24 250	177 274	1 044	122 583	31 574	26 619	181 819
Répartition par secteur										
Travail Temporaire	637	85 834	917	17 625	105 013	637	80 675	768	16 755	98 835
Aéroportuaire	406	37 003	28 226	6 625	72 261	406	41 908	30 806	9 864	82 984
Total	1 044	122 837	29 143	24 250	177 274	1 044	122 583	31 574	26 619	181 819
Droits d'utilisation	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743
Autres	605	10 815	26 331	16 864	54 615	605	9 957	30 509	19 005	60 076
Biens hypothéqués	406	315			721	406	282			688

Le total des acquisitions de l'exercice s'élève à 51,7 M€ dont 31,9 M€ de droits d'utilisation (principalement relatifs aux actifs immobiliers pour 27,6 M€) ainsi que du matériel Aéroportuaire pour 11,1 M€.

Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations sur immobilisations incorporelles	(10 559)	(9 679)
Dotations sur immobilisations corporelles	(45 505)	(40 756)
Total des dotations aux amortissements	(56 064)	(50 435)
Dotations relatives à l'application d'IFRS 16	(32 436)	(29 172)
Dotations sur incorporels acquis	(8 425)	(7 962)
Autres dotations	(15 203)	(13 301)
Total des dotations aux amortissements	(56 064)	(50 435)

Impact de l'application d'IFRS 16 sur les immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Année 2024					Année 2025				
	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total
Droits d'utilisation (Immobilisations corporelles)										
Au 1er janvier										
Valeur brute comptable	439	190 020	54 816	17 453	262 728	439	231 589	53 553	22 169	307 750
Amortissements et dépréciations	0	(87 132)	(49 673)	(11 211)	(148 016)	0	(119 567)	(50 741)	(14 783)	(185 091)
Valeur nette comptable au 1er janvier	439	102 888	5 143	6 242	114 712	439	112 021	2 812	7 386	122 659
Variation de l'année	0	9 133	(2 331)	1 144	7 946	0	604	(1 747)	228	(916)
Variation de périmètre	0	16 129	0	0	16 129	0	0	0	0	0
Nouveaux contrats de location	0	16 089	0	4 668	20 756	0	27 568	0	4 340	31 908
Différences de conversion	0	227	0	5	233	0	(387)	0	(0)	(387)
Dotations aux amortissements	0	(23 312)	(2 331)	(3 529)	(29 172)	0	(26 577)	(1 747)	(4 112)	(32 436)
Bilan										
Valeur brute comptable	439	231 589	53 553	22 169	307 750	439	252 036	52 007	26 424	330 906
Amortissements et dépréciations	0	(119 567)	(50 741)	(14 783)	(185 091)	0	(139 411)	(50 942)	(18 811)	(209 164)
Valeur nette comptable au 31 décembre	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743
Répartition par secteur										
Travail Temporaire	439	81 834	0	6 366	88 639	439	76 777	0	6 844	84 060
Aéroportuaire	0	30 187	2 812	1 020	34 019	0	35 849	1 065	770	37 683
Total	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743
Droits d'utilisation de l'immeuble siège	439	33 687	0	0	34 126	439	31 679	0	0	32 118
Droits d'utilisation des matériels Aéroportuaire	0	0	2 812	0	2 812	0	0	1 065	0	1 065
Autres droits d'utilisation	0	78 335	0	7 386	85 720	0	80 946	0	7 614	88 560
Total	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743

L'essentiel des droits d'utilisation concernent des actifs immobiliers représentatifs de l'immeuble du siège, des baux des agences de Travail Temporaire et des locaux sur les sites aéroportuaires.

Les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont inclus dans les postes d'immobilisations corporelles où les actifs sous-jacents seraient présentés si le groupe était propriétaire des biens. Les passifs locatifs sont présentés en dettes financières (Emprunts partie courante ou non courante) selon leur échéance.

Le Groupe utilise les expédients pratiques suivants autorisés par la norme :

- inclure les contrats de location dont le terme de la durée résiduelle se situe dans les 12 mois suivant la date de transition,
- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques raisonnablement similaires.

Ce taux est déterminé annuellement à partir du taux marginal d'emprunt du Groupe, ajusté conformément à la norme IFRS 16 en tenant compte (i) de l'environnement économique des filiales, et en particulier de leur risque de crédit, (ii) de la date de début du contrat, (iii) de la devise dans laquelle le contrat est conclu et (iv) de la durée du contrat. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux dettes de location des contrats conclus en 2025 s'établit à 3,0% pour la zone euro et 4,5% pour la zone USD.

Le Groupe a également choisi d'appliquer l'exemption de comptabilisation prévue par la norme et ainsi de ne pas reconnaître les droits d'utilisation et dettes de location des contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (« actifs de faible valeur ») principalement les photocopieurs. Les paiements associés à ces contrats sont comptabilisés linéairement en autres achats et charges externes dans le compte de résultat pour un montant non significatif.

L'appréciation de la durée du contrat, en ce compris l'appréciation du caractère raisonnable de l'exercice d'une option de renouvellement ou du non-exercice d'une option de résiliation, fait l'objet d'un réexamen si un événement ou un changement de circonstances important, sous le contrôle du preneur, se produit et est susceptible d'avoir une incidence sur cette évaluation.

4.1.3. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont essentiellement constitués par :

- des dépôts à terme ne remplissant pas l'ensemble des critères pour être classés en équivalents de trésorerie. Ils constituent néanmoins des créances liquides puisqu'ils disposent d'options de sortie à tout moment,
- et les prêts et créances à plus d'un an principalement des dépôts et cautionnements.

Compte tenu de leur caractère liquide, le groupe présente les dépôts à terme concernés en minoration de l'endettement financier net dans sa communication financière.

En milliers d'euros	Dépôts à terme	Prêts et créances à plus d'un an	Autres	Total
Au 1er janvier 2024				
Valeur brute	54 237	4 040	108	58 385
Dépréciations cumulées		(14)	0	(14)
Valeur nette comptable au 1er janvier 2024	54 237	4 025	108	58 370
Variations 2024	(14 600)	1 467	4	(13 130)
Eléments avec impact sur la trésorerie (1)	(14 600)	1 445	14	(13 141)
Acquisitions	20 466	1 741	14	22 222
Cessions	(45 484)	(577)	0	(46 061)
Impact périmètre	10 418	281	0	10 698
Eléments sans impact sur la trésorerie	0	21	(10)	11
Différences de conversion	0	21	(10)	11
Valeur brute	39 637	5 506	112	45 255
Dépréciations cumulées	0	(14)	0	(14)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2024	39 637	5 492	112	45 241
Variation 2025	(8 060)	66	25	(7 969)
Eléments avec impact sur la trésorerie	(8 060)	112	5	(7 943)
Acquisitions	42 586	636	5	43 227
Cessions	(50 646)	(524)	0	(51 170)
Eléments sans impact sur la trésorerie	0	(46)	20	(26)
Dotations aux provisions	0	(32)	0	(32)
Différences de conversion	0	(14)	20	5
Valeur brute	31 577	5 604	137	37 318
Dépréciations cumulées		(46)	0	(46)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2025	31 577	5 558	137	37 272
(1) Eléments avec impact trésorerie hors impact périmètre	(25 018)	1 165	14	(23 839)

4.1.4. Participations dans les entreprises associées

Les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, sont consolidées par mise en équivalence.

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Participations au début de la période	6 215	5 411
Résultat de la période	3 920	737
Autres mouvements	(114)	67
Participations à la fin de la période	9 612	6 215
Entreprises associées :		
AERCO	7 081	3 682
Global SQ	644	984
OVID	1 060	1 018
SHP RS DOO Serbie	830	530
Autres	(2)	(1)

Les comptes de ces sociétés mises en équivalence au 31 décembre 2025 sont présentés ci-dessous :

En milliers d'euros	Global SQ	AERCO	OVID	SHP RS DOO Serbie	SCCV Les Charmes	Total
Secteur opérationnel	TT	Aéro	Aéro	Aéro	TT	
Chiffre d'affaires	14 554	24 092	9 228	8 216	0	
EBITDA	184	17 654	343	917	(3)	
Résultat net	163	12 994	377	629	(3)	
Actifs non courants	23	24 775	30	956	0	
Actifs courants	3 173	20 258	4 966	3 005	140	
Capitaux propres (a)	1 334	28 324	3 087	1 624	(5)	
Passifs non courants		5 387	0	341	0	
Passifs courants	1 862	11 321	1 908	1 996	145	
Trésorerie/Dette nette	779	3 806	3 052	840	0	
Dividendes perçus par le Groupe au cours de la période	0	0	100	0	0	
Taux de participation (b)	49,00%	25,00%	33,28%	48,00%	50,00%	
Valeur comptable des intérêts détenus (axb)	644	7 081	1 060	830	(2)	9 612

TT : Travail Temporaire

Aéro : Aéroportuaire

4.2. Besoin en fonds de roulement

Au 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation brute	Variation de trésorerie	Ecart de conversion	Entrée de périmètre	Autres flux
Stocks et en-cours	3 319	3 377	(58)	(58)	0		
Créances clients	640 847	645 179	(4 332)	729	(5 059)	(2)	0
Autres créances	74 788	63 192	11 597	11 958	(539)		178
Dettes fournisseurs	(61 761)	(62 597)	835	(12)	359		489
Dettes fiscales et sociales	(517 954)	(510 269)	(7 685)	(8 530)	845		0
Autres dettes	(48 994)	(51 676)	2 682	1 875	1 384	2	(580)
Besoin en fonds de roulement	90 245	87 205	3 039	5 962	(3 009)		87
Dividendes et intérêts à payer	116	61	56	59	(1)		(2)
Besoin en fonds de roulement net de dividendes à payer	90 361	87 266	3 095	6 020	(3 010)		85

Au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation brute	Variation de trésorerie	Ecart de conversion	Entrée de périmètre	Autres flux
Stocks et en-cours	3 377	2 817	560	561	(0)		
Créances clients	645 179	498 210	146 969	(17 300)	3 029	161 240	
Autres créances	63 192	43 051	20 140	6 151	305	13 619	65
Dettes fournisseurs	(62 597)	(49 450)	(13 147)	6 678	(258)	(19 567)	0
Dettes fiscales et sociales	(510 269)	(394 615)	(115 654)	1 359	(449)	(116 512)	(52)
Autres dettes	(51 676)	(45 382)	(6 294)	(1 311)	(1 409)	(4 839)	1 263
Besoin en fonds de roulement	87 205	54 631	32 574	(3 862)	1 219	33 941	1 276
Dividendes et intérêts à payer	61	(162)	223	221	2		
Besoin en fonds de roulement net de dividendes à payer	87 266	54 469	32 797	(3 641)	1 221	33 941	1 276

4.2.1. Créances clients

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Clients et comptes rattachés ⁽¹⁾	662 124	666 254	(4 130)
Dépréciations	(21 277)	(21 076)	(202)
Total	640 847	645 179	(4 332)
<i>(1) dont :</i>			
<i>Effets remis à l'encaissement au 31 décembre mais relatifs à des échéances postérieures</i>	1 011	826	185
<i>Créances cédées dans le cadre des contrats d'affacturage France ⁽²⁾</i>	83 043	98 633	(15 590)
<i>Créances garantissant la ligne de crédit aux Etats-Unis</i>	32 855	39 336	(6 481)

(2) cf. position nette de factoring note 4.2.1

Les créances clients sont évaluées selon la norme IFRS 9 qui requiert de reconnaître non plus uniquement les pertes avérées mais également les pertes attendues pour tenir compte d'éventuels défauts de paiements dès la reconnaissance initiale des créances commerciales.

A chaque clôture, les risques avérés sont reconnus sous forme de dépréciation individualisée et les pertes attendues sont estimées pour l'ensemble des créances sur la base des taux moyen historiques calculés par échéance.

Ce taux moyen est fondé sur les pertes de crédit historiques et peut être ajusté en cas de modification significative prospective du risque de crédit.

Risque de concentration et de crédit

Compte tenu de la diversification de ses activités et de sa présence géographique, le groupe ne fait pas face à un risque de concentration significatif sur son portefeuille client. Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client représente 2,2% des revenus du groupe, les 5 premiers clients totalisent quant à eux une part de 8,8% et les 10 clients suivants 8,6%. Il n'existe ainsi pas de dépendance vis-à-vis de clients spécifiques.

En outre, le risque de crédit est limité par le fait que près de 45% des créances clients du secteur Travail temporaire fait l'objet d'une assurance-crédit.

La balance âgée des créances clients échues est la suivante :

En milliers d'euros		Actifs non dépréciés non échus	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture (valeur nette)				Total
			0-2 mois	2-4 mois	au-delà de 4 mois	Total	
31.12.2025	Clients et comptes rattachés	549 831	65 843	15 735	30 715	112 294	662 125
	Dépréciations	(720)	(555)	(619)	(19 383)	(20 557)	(21 277)
	Total	549 111	65 288	15 117	11 332	91 736	640 847
31.12.2024	Clients et comptes rattachés	481 372	123 621	24 422	36 838	184 882	666 254
	Dépréciations	(592)	(582)	(566)	(19 335)	(20 484)	(21 076)
	Total	480 781	123 039	23 856	17 503	164 398	645 179

Dans le secteur Travail temporaire France, le Groupe a recours à un contrat d'affacturage pour financer, le cas échéant, ses besoins de trésorerie. Le Groupe cède ainsi ses créances tout en continuant à les recouvrer sur des comptes bancaires dédiés et à supporter le risque de crédit. Ce contrat d'affacturage ne répond ainsi pas aux critères de décomptabilisation d'IFRS 9 et les créances clients continuent à être comptabilisées à l'actif du bilan. Le plafond de financement est de 80 M€ après constitution d'un fonds de réserves.

La position vis-à-vis des organismes d'affacturage est constituée de la mobilisation des créances minorée des encaissements à reverser à ces organismes. Elle est présentée en Emprunts partie courante (Note 4.4.) ou lorsque ponctuellement les encaissements à reverser excèdent le financement obtenu par la mobilisation des créances, en Trésorerie.

Le financement obtenu des organismes d'affacturage est d'une maturité de remboursement inférieure à douze mois.

Le montant de l'affacturage du Travail temporaire France correspond en l'absence de tirage, à la position active vis-à-vis du factor, qui est ainsi détaillée :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Solde des créances clients financées dans le cadre du contrat d'affacturage	(83 043)	(98 633)
Fonds de réserve constitués par les organismes d'affacturage	11 381	11 448
Montant non encore mobilisé à la clôture	79 001	97 572
Encaissements clients sur des comptes bancaires dédiés à reverser aux organismes d'affacturage	8 959	8 309
Position nette active vis-à-vis des organismes d'affacturage	16 298	18 696

Le groupe dispose d'autre part aux Etats-Unis d'une ligne de crédit adossée au portefeuille de créances clients d'une capacité de tirage de 25 M\$ pour le financement de ses activités (Note 4.4.2.2). Les créances clients des activités américaines viennent en garantie de cette ligne de crédit.

4.2.2. Autres créances

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
TVA	18 774	14 079	4 695
Charges constatées d'avance	15 896	13 080	2 817
Créances sociales	7 298	5 934	1 363
Autres créances fiscales	1 785	1 710	74
Autres tiers actif	31 263	28 601	2 662
Valeur brute	75 016	63 404	11 611
Dépréciations	(227)	(213)	(15)
Total net	74 788	63 192	11 597

Les autres tiers actifs sont principalement des remboursements en attente des organismes de formation.

4.2.3. Dettes fiscales et sociales

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Personnel	228 155	227 744	411
Organismes sociaux	160 593	149 041	11 552
Taxe sur la valeur ajoutée	93 055	91 490	1 565
Etat, collectivités publiques et autres dettes	36 152	41 995	(5 843)
TOTAL	517 954	510 269	7 685

4.2.4. Autres dettes

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Dettes diverses	44 734	46 585	(1 851)
Produits constatés d'avance	4 261	5 091	(831)
TOTAL	48 994	51 676	(2 682)

Les dettes diverses représentent pour l'essentiel des charges à payer ainsi que des avoirs à établir. L'ensemble de ces dettes a une échéance inférieure à un an.

4.3. Capitaux propres et périmètre de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la Société et ceux des entités qu'elle contrôle ("les filiales") au sens d'IFRS 10.

La Société a le contrôle lorsqu'elle :

- détient le pouvoir sur l'entité émettrice,
- est exposée, ou a le droit, à des rendements variables, en raison de ses liens avec l'entité émettrice,
- a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

La liste des sociétés consolidées est présentée en note 6.4. ci-après.

4.3.1. Capital et auto-détention

	31.12.2025	31.12.2024
Capital (en milliers d'euros)	4 050	4 050
Nominal (en euros)	0,36	0,36
Nombre total d'actions (en milliers)	11 250	11 250
Nombre d'actions autorisées, émises et en circulation (en milliers)	10 532	10 536
Titres d'auto-détention (en milliers)	718	714

Le nombre total d'actions est de 11 250 000 d'une valeur nominale de 0,36 € par action. Toutes les actions sont entièrement libérées. Aucune action ne dispose d'un droit préférentiel quant au versement de dividendes.

Le nombre d'actions en circulation est de 10 531 952 au 31 décembre 2025.

La société n'a pas de plan de stock-options, ni d'attribution d'actions gratuites.

4.3.2. Résultat par action

	31.12.2025	31.12.2024
Résultat revenant aux actionnaires de la société (milliers d'euros)	31 161	73 011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	10 535	10 584
Résultat de base et dilué par action (€ par action)	2,96	6,90

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat par action de base est égal au résultat par action dilué.

4.3.3. Dividende par action

Un dividende de 1,50 € par action au titre de l'exercice 2025, représentant une distribution totale de 16,9 M€ sera proposé lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 5 juin 2026 avec un paiement le 6 juillet 2026.

4.3.4. Informations sur les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle

Nom de la filiale ou entreprise associée	Pays	Secteur	Intérêts minoritaires				Dividendes versés aux intérêts minoritaires pendant la période
			% détention	% droits de vote	Résultat net de la période attribué aux minoritaires	Cumul des intérêts minoritaires à la fin de la période	
Les Compagnons	France	TT	5,00%	5,00%	196	2 872	100
Congo Handling	Congo	Aéro	50,00%	50,00%	1 585	2 857	0
CPTS	Congo	Aéro	39,00%	39,00%	207	560	0
SHP Sierra Leone	Sierra Leone	Aéro	20,00%	20,00%	98	618	0
Autres					324	2 630	189
Total au 31 décembre 2024					2 408	9 538	289
Les Compagnons	France	TT	5,00%	5,00%	168	2 840	200
Congo Handling	Congo	Aéro	50,00%	50,00%	1 579	3 989	457
CPTS	Congo	Aéro	39,00%	39,00%	1 191	1 751	0
SHP Sierra Leone	Sierra Leone	Aéro	20,00%	20,00%	79	537	92
Autres					222	2 646	200
Total au 31 décembre 2025					3 239	11 764	949

4.4. Endettement financier

4.4.1. Endettement financier net

Le groupe utilise dans sa communication financière l'endettement financier net, indicateur non IFRS, qui est composé de l'endettement financier brut diminué des actifs financiers liquides.

L'endettement financier brut est constitué :

- des passifs financiers à long terme : emprunts auprès de banques ou d'établissements financiers (crédits à moyen ou long terme, crédits-bails, ...) et passifs locatifs,
- des passifs financiers à court terme de même nature que les précédents,
- de la participation des salariés,
- des dettes liées aux regroupements d'entreprises (compléments de prix et puts sur intérêts minoritaires),
- des intérêts courus sur les postes du bilan constitutifs de l'endettement financier brut.

L'endettement financier net est composé de l'endettement financier brut diminué :

- de la trésorerie nette, constituée elle-même par la trésorerie brute (disponibilités et dépôts à vue) minorée des découverts bancaires. Les intérêts courus non échus sur la trésorerie nette sont rattachés à cette dernière.
- des actifs financiers liquides comme certains dépôts à terme comptabilisés en actifs financiers non courants car ne remplissant pas l'ensemble des critères pour être classés en équivalents de trésorerie mais n'en constituant pas moins des actifs liquides puisque disposant d'options de sortie à tout moment.

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » présentée à l'actif du bilan est composée de la trésorerie, disponibilités constituant des prêts et créances envers les établissements bancaires et des équivalents de trésorerie qui comprennent :

- les fonds monétaires, placements à court terme très liquides, convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à leur juste valeur par le résultat en référence directe à des prix cotés sur un marché actif pour un instrument identique (Niveau 1 de la norme IFRS 13-76),
- les comptes de dépôt à court terme convertibles à tout moment en trésorerie sans risque de changement de valeur,
- les positions éventuellement débitrices vis-à-vis des organismes d'affacturage.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Emprunt partie non courante	88 298	95 017	(6 719)
<i>Emprunt partie non courante IFRS 16</i>	<i>73 349</i>	<i>73 278</i>	<i>71</i>
<i>Emprunt partie non courante autres</i>	<i>14 949</i>	<i>21 739</i>	<i>(6 791)</i>
Emprunt partie courante	77 100	88 370	(11 270)
<i>Emprunt partie courante IFRS 16</i>	<i>25 870</i>	<i>26 983</i>	<i>(1 113)</i>
<i>Emprunt partie courante autres</i>	<i>51 230</i>	<i>61 387</i>	<i>(10 158)</i>
A - Endettement financier brut	165 398	183 387	(17 990)
<i>Endettement financier brut IFRS 16</i>	<i>99 218</i>	<i>100 261</i>	<i>(1 042)</i>
<i>Endettement financier brut autres</i>	<i>66 179</i>	<i>83 127</i>	<i>(16 947)</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(296 496)	(335 101)	38 605
Découverts	27 593	40 355	(12 761)
B - Trésorerie nette	(268 903)	(294 746)	25 844
C - Endettement financier net avant déduction autres comptes à terme (A+B)	(103 505)	(111 359)	7 854
D - Autres dépôts à terme (note 4.1.3)	(31 577)	(39 637)	8 060
E - Endettement financier net (C+D)	(135 082)	(150 996)	15 914

Variation de l'endettement financier net

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Endettement financier net ouverture	(150 996)	(382 244)
Variations de la période :		
Eléments avec impact sur la trésorerie	(48 416)	(26 952)
Emissions	6 826	25 324
Remboursements	(55 242)	(52 276)
Eléments sans impact sur la trésorerie	30 424	72 071
Entrées de périmètre	0	50 490
Nouveaux contrats de location	31 908	20 756
Conversion sur endettement brut	(1 556)	598
Juste valeur du swap	72	228
A -Variation de l'endettement financier brut	(17 992)	45 119
B - Variation de la trésorerie nette	25 845	171 529
Dépôts à terme		
Variation des dépôts à terme	8 060	14 600
C - Impact dépôts à terme	8 060	14 600
Variation de l'endettement financier net (A+B+C)	15 913	231 248
Endettement financier net clôture	(135 082)	(150 996)

Les remboursements d'emprunts nets de 48,4 M€ concernent :

- les passifs locatifs pour 32,5 M€,
- les lignes de financement de 18,2 M€ (Etats-Unis 14,0 M€ et Italie 4,2 M€),
- nets de l'augmentation de la participation de 2,3 M€.

Impact de l'application d'IFRS 16 sur l'endettement financier

En milliers d'euros	Année 2024				Année 2025			
	Passifs locatifs immeuble siège	Passifs locatifs matériel Aéroportuaire	Autres passifs locatifs	Total	Passifs locatifs immeuble siège	Passifs locatifs matériel Aéroportuaire	Autres passifs locatifs	Total
Passifs locatifs au 1er janvier	15 462	2 438	74 623	92 523	12 081	537	87 642	100 261
Nouveaux contrats de location	0	0	20 756	20 756	0	0	31 908	31 908
Remboursements	(3 537)	(1 900)	(23 885)	(29 322)	(3 745)	(537)	(28 307)	(32 589)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	156	0	0	156	45	0	0	45
Différence de conversion	0	0	242	242	0	0	(406)	(406)
Variation de périmètre	0	0	15 905	15 905	0	0	0	0
Passifs locatifs au 31 décembre	12 081	537	87 642	100 261	8 381	0	90 838	99 218
Échéances des passifs locatifs								
A moins d'un an	3 746	537	22 700	26 983	3 746	0	22 124	25 870
De un à cinq ans	8 336	0	42 181	50 517	4 635	0	48 399	53 034
A plus de cinq ans	0	0	22 761	22 761	0	0	20 314	20 314
Total au 31 décembre	12 081	537	87 642	100 261	8 381	0	90 838	99 218

4.4.2. Endettement financier brut

4.4.2.1. Nature et échéances

En milliers d'euros	Lignes de financement	Dette IFRS 16	Participation des salariés aux résultats	Autres emprunts	Total flux contractuels non actualisés (1)	Actualisation des flux	Total net d'actualisation
Valeurs au 31.12.2024							
A moins d'un an	21 610	28 545	39 776	2	89 933	(1 563)	88 370
De un à cinq ans	21 285	53 680		233	75 198	(3 163)	72 035
A plus de cinq ans	0	24 796		218	25 014	(2 032)	22 982
Total 31.12.2024	42 895	107 020	39 776	453	190 144	(6 757)	183 387
Valeurs au 31.12.2025							
A moins d'un an	8 099	27 693	42 104	1 028	78 923	(1 823)	77 100
De un à cinq ans	14 468	56 674		190	71 332	(3 640)	67 693
A plus de cinq ans	0	22 141		290	22 431	(1 826)	20 606
Total 31.12.2025	22 567	106 507	42 104	1 508	172 687	(7 288)	165 398

(1) cf. IFRS 7.B 11D

4.4.2.2. Principales lignes de dettes

Endettement financier brut

Principaux emprunts (en milliers d'euros)	Date début	Échéance	Total ligne	Dette / Montant tiré	Montant non tiré	Mode de remboursement	Covenants	Notes
Lignes de financement moyen terme								
Crédit moyen terme BPM Italie OJM	28/06/2023	30/09/2029	19 117	19 117	0	Amortissement	Oui	(1)
Revolving BPM Italie OJM	28/06/2023	30/09/2029	5 000		5 000	Revolving	Oui	(2)
Diverses lignes Italie JOB	2020 à 2022	2025 à 2027	3 450	3 450	0	Amortissement	Non	(3)
Total lignes de financement moyen terme			27 567	22 567	5 000			
Lignes de financement court terme								
Affacturage France	NA	Annuelle	80 000		80 000	Revolving	Non	(4)
Affacturage OPENJOBMETIS	NA	Annuelle				Revolving	Non	(5)
Affacturage JUST ON BUSINESS	NA	Annuelle	2 500	1 007	1 493	Revolving	Non	(6)
Lignes de crédit court terme - Etats-Unis	15.06.2025	15.06.2026	21 277	0	21 277	Revolving	Non	(7)
Total lignes de financement court terme			103 777	1 007	102 770			
Passifs locatifs (IFRS 16)								
Immeuble siège	10.03.2016	27.03.2028		8 381		Trimestriel	Non	(8)
Autres passifs locatifs				90 838				(9)
Total passifs locatifs				99 218				
Participation des salariés aux résultats								
Autres				42 104			Non	
				501			Non	
Endettement financier brut				165 398				

(1) Contrat de prêt amortissable OPENJOBMETIS

(2) Contrat de prêt revolving OPENJOBMETIS

(3) Divers contrats de prêts amortissables Just on Business

(4) Concerne un programme de cession de créances en France pour une capacité totale de 80 M€ gérés en financement confidentiel avec mandat de recouvrement

(5) Ligne d'affacturage déconsolidant d'un montant maximum de 15 M€ sur lequel au 31.12.2025 les cessions s'élevaient à 11 M€ non encaissés au 31.12.2025.

(6) Concerne un programme de cession de créances en Italie pour une capacité totale de 2,5 M€

(7) Ligne de crédit adossé au portefeuille de créances d'une capacité de tirage de 25 M\$ et d'une durée de 12 mois renouvelable

(8) Concerne le financement de l'immeuble de Paris 17e, la dette de location de 8,4 M€ est nette de l'avance preneur versée au bailleur

(9) Concerne principalement des actifs immobiliers (baux des agences de Travail temporaire et locaux sur les sites aéroportuaires)

Lignes de découverts

Principaux découverts (en milliers d'euros)	Total ligne	Dette / Montant tiré	Montant non tiré
Découverts autorisés France	44 000	0	44 000
Découverts autorisés étrangers	124 501	23 040	101 461
<i>Italie</i>	120 420	23 040	97 380
<i>Autres</i>	4 081	0	4 081
Total découverts autorisés	168 501	23 040	145 461

En 2026, le groupe CRIT met en place un nouveau programme d'affacturage paneuropéen d'un montant total de 160 M€, réparti à parts égales entre la France et l'Italie.

La ligne italienne de 80 M€ se substituera à l'ensemble des lignes d'affacturage et des facilités de découvert actuellement en place en Italie.

La ligne de crédit court terme Etats-Unis a été réduite à 6 M€ en janvier 2026.

Risque de taux

Le taux moyen de rémunération « all-in » (i.e. inclus commissions et frais directement affectables) payé le Groupe au cours de l'exercice au titre du financement s'élève à 3,7%.

Le risque de taux n'est que peu significatif. Une évolution de 100 points de base aurait une incidence de 1,8 M€ sur le coût de l'endettement financier brut du Groupe qui s'élève à 6,7 M€.

Opérations de couverture

Le contrat de crédit-bail pour le financement de la construction de l'immeuble à usage de bureaux sis à Paris 17^e, 6 Rue Toulouse Lautrec étant conclu à taux variable, la SCI l'Arche de Saint-Ouen a mis en place auprès de BNP Paribas et Société Générale, un swap de taux permettant d'échanger ce taux variable contre un taux fixe pour un montant notionnel de 6,7 M€ au 31 décembre 2025. Ces contrats de swap couvrent le taux variable du contrat de crédit-bail sous-jacent pour chaque échéance. Le taux moyen pondéré de ces swaps est de 1,6060%.

Le swap étant 100 % adossé aux échéances, la couverture est efficace. La valeur du swap au 31 décembre 2025 est nulle, la variation par rapport à sa valeur au 31 décembre 2024, 0,1 M€, a été comptabilisée par contrepartie des autres éléments du résultat global.

Répartition de la dette par type de taux et par devises

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Taux fixe	139 651	137 348
Taux variable	25 748	46 039
Endettement financier brut	165 398	183 387
EUR	159 786	161 174
USD	2 935	18 569
XAF	709	981
Autres devises	1 968	2 663
Endettement financier brut	165 398	183 387

Engagements financiers à respecter

Le prêt à moyen/long terme, contracté auprès de la BPM en Italie impose le respect du covenant financier Ratio de levier (Endettement financier net Italie/EBITDA Italie) inférieur à 2,25 au 31 décembre de chaque année.

Cet engagement était respecté au 31 décembre 2025.

Risque de liquidité

Dans le cadre de son activité, le Groupe doit financer, outre le dividende qu'il sert à ses actionnaires, un besoin en fonds de roulement significatif (Note 4.2) ainsi que ses opérations de croissance externe. De façon générale, le besoin en fonds de roulement est financé par des lignes à court terme (découvert, factoring ...) et les opérations de croissance externe par les fonds propres du groupe ou des lignes de financement à moyen terme. Ainsi au 31 décembre 2025, la société dispose de 107,8 M€ de lignes de crédit non tirées et de 145,5 M€ de lignes de découverts non tirées.

Le risque de liquidité est directement lié à la capacité du Groupe à générer des cash-flows et / ou à lever des financements de façon à faire face aux échéances de ses dettes financières et de ses instruments dérivés.

Afin d'anticiper et gérer ce risque, le Groupe a mis en place les éléments suivants :

- Diversification de ses sources de financement auprès de divers établissements financiers,
- Centralisation de la gestion de la trésorerie,
- Maintien permanent de lignes de financement non tirées.

Risque de contrepartie financière

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie financière lorsqu'il intervient sur les marchés financiers notamment pour la gestion de sa trésorerie. Il limite ce risque en s'engageant, sauf en l'absence de telles solutions, avec des banques commerciales bénéficiant de notes de crédit élevées et en évitant une trop grande concentration des opérations de marché sur un nombre restreint d'établissements financiers. C'est ainsi que le montant de trésorerie nette de 268,9 M€ est réparti sur l'ensemble de ces établissements.

Risque de change

Le Groupe est exposé par son activité internationale à un risque de fluctuation des cours des devises étrangères principalement celle du dollar américain.

Ce risque porte d'une part sur les transactions réalisées par des sociétés du Groupe dans des monnaies différentes de leur monnaie fonctionnelle (risque de change fonctionnel) et d'autre part sur les actifs et passifs libellés en devises étrangères (risque de conversion des comptes).

Les entités du Groupe opèrent en général dans leur devise locale qui est leur monnaie fonctionnelle, le produit des ventes est ainsi réalisé dans la même devise que celles des charges d'exploitation, ce qui permet de créer une couverture naturelle. Le risque de change fonctionnel est ainsi limité aux opérations de financement intragroupe qui ne sont pas refinancées par une ligne dans la devise dans laquelle le financement intragroupe est fait.

Le risque lié à la conversion des comptes des entités étrangères dans les comptes et la monnaie de reporting du Groupe ne fait d'autre part l'objet d'aucune couverture.

Principaux taux de change par rapport à l'euro :

	2025		2024	
	Moyen	De clôture	Moyen	De clôture
Dollar US	1,1243	1,1750	1,0826	1,0389
Livre sterling	0,8546	0,8726	0,8469	0,8292
Franc suisse	0,9370	0,9314	0,9513	0,9412
Dihram marocain	10,5443	10,7213	10,7999	10,5660
Dinar tunisien	3,3668	3,4148	3,3736	3,3238

Positions nettes bilancielle dans les principales devises

L'ensemble des actifs et passifs, y compris non monétaires, est ci-dessous classé par monnaie fonctionnelle.

En milliers d'euros	Actifs courants et non courants	Passifs courants et non courants	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture
2025						
Euro	1 390 361	788 666		601 695		601 695
Dollar US	89 304	32 689		56 614		56 614
XAF	29 051	16 583		12 468		12 468
Autres devises	80 017	37 213		42 804		42 804
Total	1 588 734	875 152	0	713 582	0	713 582
2024						
Euro	1 414 738	821 491		593 247		593 247
Dollar US	132 190	30 355		101 835		101 835
XAF	24 063	16 912		7 151		7 151
Autres devises	87 160	37 446		49 714		49 714
Total	1 658 151	906 204	0	751 947	0	751 947

Tableau de sensibilité du résultat groupe et des capitaux propres au risque de change

En milliers d'euros	Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôts	
	Hausse de 5%	Baisse de 5%	Hausse de 5%	Baisse de 5%
2025				
Euro	0	0	0	0
Dollar US	(1 522)	1 522	789	(789)
XAF	0	0	0	0
Autres devises	360	(360)	(30)	30
Total	(1 162)	1 162	759	(759)
2024				
Euro	0	0	0	0
Dollar US	(56)	56	2 587	(2 587)
XAF	0	0	0	0
Autres devises	410	(410)	118	(118)
Total	354	(354)	2 705	(2 705)

4.4.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, est constituée de la Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des Découverts bancaires.

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Trésorerie	118 966	108 615
Equivalents de trésorerie		
Fonds monétaires	1 389	3 553
Comptes à terme	176 141	222 933
Total équivalents de trésorerie	177 530	226 486
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	296 496	335 101

La variation de trésorerie nette de -25,8 M€ s'analyse par :

- 97,2 M€ de flux de trésorerie généré par l'activité,
- 14,0 M€ de flux liés aux opérations d'investissements dont 24,7 M€ d'investissements d'exploitation et -8,4 M€ de variation des autres dépôts à terme selon note 4.4.1
- 108,7 M€ liés aux opérations financières dont 48,4 M€ de remboursements nets d'emprunts et 64,1 M€ de dividendes.

4.5. Information complémentaire sur les instruments financiers

Les tableaux suivants présentent par catégories d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur classification et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice.

4.5.1. Catégories d'actifs financiers

En milliers d'euros	Valeur comptabilisée 31.12.2025			Juste valeur 31.12.2025	Valeur comptabilisée 31.12.2024	Juste valeur 31.12.2024
	Non courant	Courant	Total			
Prêts et créances au coût amorti	37 272	838 852	876 123	876 123	865 998	865 998
Prêts et créances et autres immobilisations financières	37 272		37 272	37 272	45 241	45 241
Créances clients		640 847	640 847	640 847	645 179	645 179
Autres créances		74 788	74 788	74 788	63 192	63 192
Actif d'impôt exigible		4 250	4 250	4 250	3 773	3 773
Comptes courants bancaires		118 966	118 966	118 966	108 615	108 615
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	177 530	177 530	177 530	226 486	226 486
OPCVM monétaires		1 389	1 389	1 389	3 553	3 553
Compte à terme		176 141	176 141	176 141	222 933	222 933
TOTAL	37 272	1 016 382	1 053 653	1 053 653	1 092 485	1 092 485

Le coût amorti des prêts et créances est égal à la juste valeur.

4.5.2. Catégories de passifs financiers

En milliers d'euros	Valeur comptabilisée au 31.12.2025			Juste valeur 31.12.2025	Valeur comptabilisée 31.12.2024	Juste valeur 31.12.2024
	Non courant	Courant	Total			
Autres passifs au coût amorti	88 298	737 115	825 413	825 413	851 700	851 700
Emprunts ⁽¹⁾	88 298	77 100	165 398	165 398	183 387	183 387
Découverts bancaires et assimilés		27 593	27 593	27 593	40 355	40 355
Dettes fournisseurs		61 761	61 761	61 761	62 597	62 597
Dettes fiscales et sociales		517 954	517 954	517 954	510 269	510 269
Dettes d'impôt exigible		3 712	3 712	3 712	3 416	3 416
Autres dettes		48 994	48 994	48 994	51 676	51 676
TOTAL	88 298	737 115	825 413	825 413	851 700	851 700

4.6. Provisions pour autres passifs

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, qu'il est probable que le règlement de cette obligation générera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour litiges concernent principalement les risques prud'homaux. Les autres provisions concernent divers risques commerciaux, juridiques, sociaux et fiscaux, résultant de litiges ou de procédures découlant de l'activité normale du Groupe (dont 7 M€ de provision relative à un litige de TVA en Italie au 1^{er} janvier 2025 reprise à hauteur de 4,9 M€ au 31 décembre 2025).

L'estimation de ces risques est effectuée en tenant compte de la nature du litige, de la connaissance de la résolution de litiges passés et de la jurisprudence en cours.

En milliers d'euros	31.12.2024	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	31.12.2025
Provisions pour litiges	7 845	2 146	(1 728)	(454)	7 808
Autres provisions	15 409	4 729	(1 255)	(6 833)	12 050
TOTAL	23 255	6 875	(2 983)	(7 288)	19 859

Il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

5. Engagements hors bilan

5.1. Engagements hors bilan liés au financement de la société

5.1.1. Engagements donnés

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Nantissement des titres d'AERCO par CPTS en garantie du prêt bancaire d'AERCO	Garantie financière du prêt bancaire d'une entreprise associée	illimité	4 535	4 535

5.1.2. Engagements reçus

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Engagements liés au financement :				
Contrat d'affacturage Crédit Agricole	Partie non utilisée d'une ligne de 80 M€ d'engagement	Renouvellement annuel par tacite reconduction	80 000	80 000
Ligne de crédit court terme Etats-Unis	Partie non utilisée d'une ligne de 25 M\$	15.06.2026	21 277	8 927
Ligne de crédit court terme Italie	Partie non utilisée d'une ligne de 5 M€	30.09.2029	5 000	5 000
Contrats d'affacturage Italie	Partie non utilisée de lignes de 17,5 M€		5 468	4 365
Autorisation de découverts France	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 44 M€		44 000	44 000
Autorisation de découverts Italie	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 120,4 M€		97 380	98 462
Autorisation de découverts autres Pays	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 4,1 M€		4 081	3 622

5.2. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société

5.2.1. Engagements donnés

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Garantie financière				
Contre-garantie donnée par Groupe Crit à BNP Paribas	Garantie des franchises des contrats d'assurance accidents du travail	15.09.2026	5 564	7 417
Garantie financière des sommes dues au titre du contrat de crédit-bail de l'immeuble de Paris 17 ^e de SCI Saint Ouen à Natiocredibail	Promesse de cession des loyers de sous-location de l'immeuble	31.05.2026	1 024	3 169
Instruments financiers conclus en vue de la livraison d'un élément non financier				
Engagement d'achat de GEH vis-à-vis de divers fournisseurs	Engagement d'achat ferme d'uniformes	Illimité	823	948

5.2.2. Engagements reçus

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Garantie financière				
Garantie financière donnée par BNP Paribas	Garantie des franchises des contrats d'assurance accidents du travail	15.09.2026	5 564	7 417
Garanties à première demande				
Garantie à première demande de Crédit Lyonnais à Aéroport de Paris pour les filiales Aéroportuaire France	Garantie de baux civils		2 905	2 088
Autres cautions immobilières	Garantie de baux civils		655	2 439
Cautions reçues				
Cautions bancaires en faveur de CRIT SAS ⁽¹⁾	Garantie financière des activités de travail temporaire en France (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2026	109 490	108 170
Cautions bancaires en faveur de Les Compagnons, Les Volants, AB Intérim ⁽¹⁾	Garantie financière des activités de travail temporaire en France (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2026	9 140	9 750
Cautions bancaires en faveur de Openjobmetis	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	31.05.2026	33 222	35 056
Cautions bancaires en faveur de Just On Business	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	31.01.2026	5 750	5 750
Cautions bancaires en faveur de Family Care	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	30.11.2026	1 467	1 315
Cautions bancaires en faveur de Crit Espana	Garantie financière des activités de travail temporaire en Espagne	Illimité	7 375	5 286
Cautions bancaires en faveur de Crit Suisse	Garantie financière des activités de travail temporaire en Suisse	Illimité	268	425
Autres cautions	Cautions clients et fournisseurs		1 193	1 273

(1) Les garanties financières consenties par les banques en faveur des sociétés CRIT SAS, AB INTERIM, LES COMPAGNONS et LES VOLANTS dans le cadre de leurs activités de travail temporaire et en application des dispositions de l'article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail ont une durée limitée d'une année et sont renouvelables chaque année.

6. Autres informations

6.1. Informations sur les parties liées

Selon la norme IAS 24, une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité présentant ses états financiers. Toutes les opérations commerciales conclues avec les entités non consolidées sont effectuées dans des conditions normales d'activité du marché.

6.1.1. Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2025 par Groupe Crit (avantages en nature compris) aux principaux dirigeants - Présidente-Directrice Générale et Directrice Générale Déléguée - s'élèvent à 922 milliers d'euros contre 1 065 milliers d'euros au titre de 2024 (cf. Chapitre 5 du Document d'Enregistrement Universel).

Aucun avantage postérieur à l'emploi ni de prêt aux dirigeants n'a été octroyé. De même, aucune attribution d'actions ou d'options n'est effectuée par le Groupe.

6.1.2. Autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées sont principalement :

- des locations consenties aux conditions de marché par des SCI, dont la gérance est assurée par Karine GUEDJ ou Nathalie JAOUJ, administrateurs,
- des ventes facturées par le Groupe aux sociétés consolidées par mise en équivalence.

En milliers d'euros	2025	2024
Locations facturées au Groupe par des SCI		
SCI LA PIERRE DE CLICHY		32
SCI LA PIERRE DE SENS	16	16
SCI LA PIERRE DE ROUEN	17	17
SCI LA PIERRE DE TOULON	14	14
SCI LA PIERRE CHATEAUROUX	11	11
SCI LA PIERRE D'AUXERRE	11	11
SCI LA PIERRE DE QUIMPER		7
	68	108
Ventes facturées par le Groupe		
Global SQ	6 516	8 051
Comptes clients et courants débiteurs		
Global SQ	1 116	848
SCCV LES CHARMES	88	86
SHP RS DOO Serbie	849	850
	2 052	1 784

Les informations financières résumées des sociétés mises en équivalence sont données en note 4.1.4.

6.2. Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros	PwC				Exco Paris ACE			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Certification des comptes								
Emetteur	165	184	19%	16%	49	48	34%	33%
Filiales intégrées globalement ⁽¹⁾	536	519	63%	44%	94	95	66%	67%
Certification des informations en matière de durabilité								
Emetteur	130	130	15%	11%			0%	0%
Filiales intégrées globalement								
Services autres que la certification des comptes et certification des informations en matière de durabilité								
Emetteur	0	1	0%	0%			0%	0%
Filiales intégrées globalement ⁽²⁾	19	337	2%	29%	0		0%	0%
TOTAL	850	1 171	100%	100%	142	143	100%	100%

(1) Dont réalisés par les commissaires aux comptes de la société mère et des filiales françaises PricewaterhouseCoopers Audit 269 K€ en 2025 (265 K€ pour 2024) et Exco Paris ACE 94 K€ (95 K€ pour 2024)

(2) En 2025, travaux de conformité fiscale et consultations techniques réalisées par un membre du réseau PwC et en 2024, due diligences réalisées par un membre du réseau PwC dans le cadre de l'acquisition d'OPENJOBMETIS

6.3. Evénements post-clôture

Aucun autre événement post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les états financiers n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes.

6.4. Périmètre de consolidation

Sociétés ⁽¹⁾	Siren	TVA Intracommunautaire	% d'intérêt		Méthode de consolidation
			31.12.2025	31.12.2024	
GROUPE CRIT (Paris)	622 045 383	FR12 622045383	Société mère		Intégration globale
Travail temporaire					
CRIT INTERIM (Paris)	303 409 247	FR26 303409247	99,10	99,10	Intégration globale
LES VOLANTS (Paris)	301 938 817	FR05 301938817	98,89	98,89	Intégration globale
LES COMPAGNONS (Paris)	309 979 631	FR02 309979631	95,00	95,00	Intégration globale
AB INTERIM (Paris)	642 009 583	FR59 642009583	95,00	95,00	Intégration globale
CRIT (Paris)	451 329 908	FR07 451329908	99,71	99,71	Intégration globale
PRESTINTER (Paris)	334 077 138	FR72 334077138	95,00	95,00	Intégration globale
E. C. M. (Paris)	732 050 034	FR80 732050034	99,00	99,00	Intégration globale
MASER (Paris)	732 050 026	FR56 732050026	99,94	99,94	Intégration globale
ECM CRIT INDIA PRIVATE LIMITED (Inde)	U74999DL2020FTC363715	NA	99,00	99,00	Intégration globale
CRIT IMMOBILIER (Paris)	572 181 097	FR69 572181097	95,00	95,00	Intégration globale
SCI L'ARCHE DE SAINT-OUEN (Paris)	799 904 487	FR15 799904487	100,00	100,00	Intégration globale
R. H. F. (Clichy)	343 168 399	FR74 343168399	99,99	99,99	Intégration globale
PEOPULSE (Colombes)	489 466 474	FR48 489466474	100,00	100,00	Intégration globale
HUMKYZ (Colombes)	879 871 515	FR20 879871515	100,00	100,00	Intégration globale
SCI SARRE COLOMBES (Paris)	381 038 496	FR85 381038496	99,72	99,72	Intégration globale
SCI RIGAUD PREMILHAT (Paris)	312 086 390	FR50 312086390	90,00	90,00	Intégration globale
SCI MARCHE A MEAUX (Paris)	384 360 962	FR54384360962	99,00	99,00	Intégration globale
SCI DE LA RUE DE CAMBRAI (Paris)	403 899 818	FR07 403899818	99,72	99,72	Intégration globale
SCI ALLEES MARINES (Paris) ⁽²⁾	381 161 595	FR06381161595	0,00	99,00	Intégration globale
SCCV LES CHARMES (Paris)	491 437 018	FR15 491437018	47,50	47,50	Mise en équivalence
PLAVISGAS (Italie)	MI-2731808	IT04811960261	99,71	99,71	Intégration globale
OPENJOBMETIS (Italie)	MI-1641225	IT13343690155	99,71	99,71	Intégration globale
SELTISHUB (Italie)	MI-1614276	IT13074830152	99,71	99,71	Intégration globale
FAMILY CARE (Italie)	MI-2571173	IT10993660967	99,71	99,71	Intégration globale
LYVE (Italie)	MI-2105322	IT09663140961	51,91	51,91	Intégration globale
OPENJOB CONSULTING (Italie)	VA-276382	IT02667720128	99,71	99,71	Intégration globale
JUST ON BUSINESS (Italie)	MI-1624633	IT05815251003	99,71	99,71	Intégration globale
DEINE GROUP (Italie)	MI-258192	IT02836180212	99,71	99,71	Intégration globale
CRIT CORP (Etats-Unis)	45-3062102	NA	100,00	100,00	Intégration globale
PEOPLELINK (Etats-Unis)	35-2154753	NA	100,00	100,00	Intégration globale
SUSTAINED QUALITY (Etats-Unis)	26-1555349	NA	100,00	100,00	Intégration globale
2AM GROUP ONTARIO (Etats-Unis)	36-4778757	NA	100,00	100,00	Intégration globale
PEOPLE SIMPLE	99-11011785	NA	100,00	100,00	Intégration globale
GLOBAL SQ (Etats-Unis)	27-0340224	NA	49,00	49,00	Mise en équivalence
CRIT ESPANA (Espagne)	B81171712	ES B81171712	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT CARTERA (Espagne)	B84963198	ES B84963198	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT PROCESOS AUXILIARES SL (Espagne)	B85751576	ES B85751576	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT CONSULTORIA (Espagne)	B61456380	ES B61456380	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT EMPRESA DE TRABALHO TEMPORARIO (Portugal)	513 777 784	PT 513777784	100,00	100,00	Intégration globale
OK JOB (Suisse)	CHE-236.266.080	NA	100,00	100,00	Intégration globale
11i-Job (Suisse)	CHE-255.255.119	NA	100,00	100,00	Intégration globale

Sociétés ⁽¹⁾	Siren	TVA Intracommunautaire	% d'intérêt		Méthode de consolidation
			31.12.2025	31.12.2024	
CRIT INTERIM (Suisse)	CHE-106.120.732	NA	100,00	99,71	Intégration globale
PROPARTNER (Allemagne)	HRB 412938	DE 161340132	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT MAROC (Maroc)	122 453	NA	98,67	98,67	Intégration globale
C-SERVICES (Maroc)	175 245	NA	99,87	99,87	Intégration globale
CRIT RH (Tunisie)	1029015Q	NA	95,00	95,00	Intégration globale
CRIT TUNISIE (Tunisie)	1043956P	NA	95,00	95,00	Intégration globale
Assistance aéroportuaire					
PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE (Tremblay en France)	502 637 960	FR04 502637960	100,00	100,00	Intégration globale
AERO HANDLING (Tremblay en France)	792 040 289	FR52 792040289	100,00	100,00	Intégration globale
CARGO GROUP (Tremblay en France)	789 719 887	FR51 789719887	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY CUSTOMER ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 801	FR63 515212801	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY RAMP ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 769	FR64 515212769	100,00	100,00	Intégration globale
GEH SERVICES (Tremblay en France)	515 212 785	FR15 515212785	100,00	100,00	Intégration globale
RAMP TERMINAL ONE (Tremblay en France)	515 192 763	FR89 515192763	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY GROUND SERVICES (Tremblay en France) ⁽³⁾	827 803 339	FR24 827803339	0,00	100,00	Intégration globale
CARGO HANDLING (Tremblay en France)	814 167 599	FR32 814167599	100,00	100,00	Intégration globale
AIRPORT ENERGIE DISTRIBUTION (Tremblay en France)	953 653 219	FR56 953653219	100,00	100,00	Intégration globale
AIRLINES GROUND SERVICES (Tremblay en France)	411 545 080	FR46 411545080	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING CARGO (Tremblay en France)	914 538 509	FR27 914538509	100,00	100,00	Intégration globale
ASSISTANCE MATERIEL AVION (Tremblay en France)	410 080 600	FR27 410080600	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING MAINTENANCE (Tremblay en France)	404 398 281	FR44 404398281	100,00	100,00	Intégration globale
GROUPE EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	401 144 274	FR06 401144274	100,00	100,00	Intégration globale
INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE L'AERIEN (Tremblay en France)	409 514 791	FR03 409514791	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	395 294 358	FR80 395294358	100,00	100,00	Intégration globale
ADVANCED AIR SUPPORT INTERNATIONAL (Le Bourget)	841 280 704	FR94 841280704	100,00	100,00	Intégration globale
ASSISTANCE MATERIEL AVION TOULOUSE (Tremblay en France) ⁽⁴⁾	992 578 245	FR35 992 578 245	100,00	0,00	Intégration globale
AWAC TECHNICS (Tremblay en France)	412 783 045	FR05 412783045	99,76	99,76	Intégration globale
EUROPE HANDLING TECHNICS (Tremblay en France) ⁽⁴⁾	992 576 702	FR62 992 576 702	100,00	0,00	Intégration globale
AIRPORT LAUNDRY SERVICES (Tremblay en France) ⁽⁴⁾	992 567 602	FR19 992 567 602	100,00	0,00	Intégration globale
OTESSA (Paris)	552 118 101	FR66 552118101	99,00	99,00	Intégration globale
OVID (Tremblay en France)	534 234 661	FR58 534234661	33,33	33,33	Mise en équivalence
CONGOLAISE DE PRESTATIONS DE SERVICES - CPTS (Congo)	CG-BZV-01-2011-B14-00065	NA	61,00	61,00	Intégration globale
AEROPORTS DE LA REPUBLIQUE DU CONGO - AERCO (Congo)	CG-BZV-01-2009-B14-00027	NA	15,25	15,25	Mise en équivalence
SKY PARTNER R.S. DOO. (Serbie)	20 867 019	RS107761497	48,00	48,00	Mise en équivalence
CONGO HANDLING (Congo)	CG-BZV-01-2023-M-07713	NA	50,00	50,00	Intégration globale
ADVANCED AIR SUPPORT MAROC (Maroc)	65 679	NA	100,00	100,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER SIERRA LEONE (Sierra Leone)	143/2010	NA	80,00	80,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER (Irlande)	210 922	IE82 109220	100,00	100,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER UK (Royaume-Uni)	NI609088	NA	90,00	90,00	Intégration globale
COBALT GROUND SOLUTIONS (Royaume-Uni)	3 039 046	NA	100,00	100,00	Intégration globale

(1) Aucune entité n'est exclue du périmètre de consolidation

(2) Dissolution le 26 novembre 2025

(3) TUP avec GEH le 24 décembre 2025

(4) Date d'immatriculation 14 octobre 2025